

# solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ (02)513 66 26

N° 7 (1122) 14 février 1996, 26<sup>ème</sup> année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

9 & 21

## Dans tout le pays les écoles en colère



Etudiants, soutenez vos profs en grève, comme ici à Bruxelles (7 février). Travailleurs de tous les secteurs, participez à la manifestation nationale du 28 février et liquidez les saucissonnages de Dehaene.

2 - 3

A la Sabena,  
les braseros  
sont chargés

7

Rencontre pour  
l'emploi : la parole  
à trente délégués

5 & 8

42.000 cheminots ne  
peuvent-ils décider  
de leur sort ?



La bienvenue aux passagers, mais aussi à tous les travailleurs du pays. Ajouté sur le panneau : plus un franc des travailleurs, faisons payer les barons !

## Les travailleurs de la Sabena unis : plus forts que jamais

Gertrude Bongaerts, Carine Maréchal, Lucien Materne

Les avez-vous vu à la télé vendredi ? Les travailleurs de la Sabena étaient à la une !

A une soixantaine, ils ont retenus deux directeurs à l'aéroport. Ils obligeaient ceux-ci à signer noir sur blanc que les syndicalistes du Catering toucheraient leur rémunération normale lorsqu'ils participent à une réunion syndicale.

Ce type d'actions caractérise l'atmosphère de combativité qui règne aujourd'hui à la Sabena.

# Sabena : la lutte s'enflamme

Vous les aviez peut-être un peu perdu de vue sur le terrain de l'action sociale. Depuis mardi dernier, les travailleurs de la Sabena sont revenus à la une. Trois jours durant, ils ont mené la grève, sans avertissement. La direction a été touchée d'autant plus durement. N'ayant pu contourner la grève, elle a dû chaque fois annuler tous les vols de la Sabena et de sa filiale DAT. La ministre Miet Smet a paniqué. Après trois jours de grève, les capitalistes dénoncent le patron Godfroid, qui ne parvient pas à faire accepter son plan "business" par les syndicats en raison de son intransigeance inconsidérée. (1)

Dans la nuit du 1er au 2 février, les négociations ont échoué. Les syndicats exigeaient l'application de toutes les CCT. Ils s'opposaient à l'embauche de quatre pilotes sous un contrat DAT, en infraction avec les conventions. Les conditions sociales de la DAT sont moins favorables et les salaires de 30 % inférieurs à ceux de la Sabena. Ils veulent également le maintien de la section Catering (repas) au sein de la Sabena.

Lundi, syndicats et association des pilotes ont adressé une lettre ouverte au conseil d'administration de la Sabena. Mardi dès 4 heures, la grève est effective. A toutes les portes, de solides piquets et un brasero réchauffent les coeurs. Avec les croissants et la soupe. Le Catering a même une sono. Les slogans donnent le ton : «Non, Godfroid, nous ne sommes pas du métal en vente». «Dehaene, Godfroid, de ton plan nous ferons un buffet froid !» Et une chanson de combat !

### Après 9 mois, Godfroid n'a pas bougé

Le mouvement à la Sabena est exceptionnel. En mai dernier, Godfroid croyait réaliser son plan sans encombre et sans délai. Neuf mois plus tard, il n'a pas avancé d'un pas. Grâce à la résistance des travailleurs et des militants syndicaux. Déterminés, unanimes, inflexibles, ils s'opposent aux restrictions salariales, exigent le maintien de l'indexation salariale et des augmentations barémiques, rejettent la flexibilité. Ils exigent le rétablissement de toutes les conventions, leur application intégrale et le maintien des contrats

Sabena pour tous les pilotes. Non à la vente et à la privatisation du Catering. Non au démantèlement de la Sabena par la vente de sections telles que le nettoyage et le service technique.

Aux piquets, les pilotes rejoignent le personnel au sol : Catering, Technics, Handling. «Les pilotes font la grève avec nous, explique un travailleur. Cela n'était encore jamais arrivé. Cela nous rend forts. Nous en avons besoin. Un accord de collaboration a été conclu entre association des pilotes et syndicats.» Un autre ajoute : «Nous voulons le départ de Godfroid. Mais surtout la liquidation de son plan. Car une nouvelle direction apporterait le même plan, comme à Air France. Ou un pire.»

«Je travaille ici depuis onze ans, témoigne une ouvrière du Catering. Pendant tout ce temps, ils n'ont pas arrêté de toucher à mon salaire. Le plan Godfroid me fait perdre 4.000 F par mois, alors que je dois travailler un jour de plus. Je gagne 38.000 F nets.» Son collègue précise : «Récemment, seize cadres ont reçu une nouvelle Ford Mondeo de la direction. Pour eux, il y a de l'argent !» Deux autres expliquent : «Je suis au piquet pour défendre mon emploi.» «Nous devons poursuivre la grève. Il faut obtenir un changement.»

### On veut nous renvoyer 50 ans en arrière

Un délégué nous dit : «Vous pouvez l'écrire dans votre journal : ici c'est la détermination totale. Depuis des années, on nous impose des restrictions salariales. On veut nous renvoyer cinquante ans en arrière. Nous sommes prêts à travailler, mais pas dans n'importe quelles conditions. La grosse majorité des travailleurs en a ras-le-bol. La productivité à la Sabena a augmenté de 20 % et au Catering on voudrait encore diminuer notre salaire de 15 % si la section est reprise par Swissair. Nous conserverons notre statut au moment de la reprise, mais nous le perdrons lors d'une prochaine restructuration. Les temporaires et les nouveaux auront un statut Horeca : des salaires moindres pour les fonctions inférieures, suppression des primes de pauses, pas d'augmentations barémiques annuelles, pas de statut d'employés pour les ouvriers après cinq années de



Nous sommes un laboratoire, disent les travailleurs de la Sabena. Ce que le gouvernement et la direction expérimentent chez nous, ils veulent l'appliquer dans le reste du pays. Raisons de plus pour lutter ensemble. Venez au piquet !

service. Les "anciens" glisseront aussi vers ce mauvais statut.»

«Godfroid ment lorsqu'il dit que la majorité des gens le suit. Derrière lui il n'y a qu'un petit groupe», explique un syndicaliste. Son collègue approuve : «Il ne fait aucun doute que cette pétition pour la reprise du travail a été lancée par Godfroid; elle a surtout été signée par des cadres et du personnel travaillant à l'étranger.»

«Les travailleurs des autres firmes de l'aéroport qui passent par ici nous saluent et nous encouragent à poursuivre la lutte», commentent les grévistes. «Depuis l'Europe, notre situation se dégrade, la concurrence est à son comble.»

«Il n'y a plus moyen de discuter avec cette direction, remarque un délégué. Comme nous l'avons précisé dans la lettre ouverte des syndicats à la direction, depuis des années, celle-ci dément accords et conventions et ne tient pas ses promesses. La résiliation de toutes les CCT par la direction est un fait unique dans l'histoire sociale en Belgique.» Un autre ajoute : «Nous voulons surtout de la clarté sur l'avenir de l'entreprise : la vente du Catering est le début du démantèlement, d'autres sections suivront, comme le Technics, le Cleaning... Nous voulons rester au sein de la Sabena. Nous sommes plus forts pour défendre nos droits à 10.000 qu'à 750.» Un ouvrier :

«C'est la deuxième fois qu'on vend ma section. Avant, je travaillais dans les restaurants du personnel. On les a vendus. A présent, ils

veulent nous vendre une seconde fois.»

1. Financieel-Economische Tijd, 09 février 1996

## Godfroid promet 1000 embauches

En 1990, les effectifs à la Sabena étaient de 12.000 travailleurs. Le patron Godfroid a fait baisser ce chiffre de 2.500. Dans le même temps, la flexibilité s'est accrue de 40 %. Ces dernières années, le nombre de passagers a augmenté. Godfroid peut parler d'embauches parce qu'il y a plus de travail à l'aéroport. Mais que se passe-t-il sur le terrain ? Fin décembre, le Cleaning (département nettoyage) a débrayé parce que les contrats temporaires n'avaient pas été prolongés et parce que des emplois à plein temps étaient transformés en mi-temps. Dans d'autres départements, des contrats temporaires n'ont pas été prolongés. Les budgets se réduisent, ce qui entraîne des réductions de personnel. Quelle sorte d'emploi veut la direction ? Au contrôle

des bagages, le personnel sera réduit de moitié cet été; plus de 40 % travailleront à temps partiels. Pour la saison d'été, fort mouvementée, on n'engagera que des temps partiels, pas un seul temps plein. Une CCT du personnel au sol n'autorise que 15 % de temps partiels au maximum, avec un contrat de durée indéterminée. Mais elle n'est pas respectée. Qui peut vivre d'un salaire de 26.000 francs ? Nombre de travailleurs effectuent chaque jour 50 km pour un salaire de misère à la fin du mois. Tandis que le directeur Godfroid gagne au moins le double... par jour ! Soit 2 millions par mois. Et il affirme que les temps partiels sont satisfaits et qu'il y a même des gens qui ne demanderaient pas mieux que d'avoir un contrat de trois heures par jour !



Les membres de la direction "retenus" ont expérimenté la semaine dernière la combativité des travailleurs de la Sabena. Un exemple à suivre.

## La direction prise en otage pendant trois heures

### Détermination rime avec victoire

Deux membres de la direction du Catering ont été pris en otage pendant trois heures le 9 février. La direction avait averti cinq militants syndicaux du Catering qu'ils ne seraient pas payés s'ils assistaient à une réunion d'information. A 10 heures, une assemblée intersyndicale faisait le bilan des actions. Après un exposé des permanents, les syndicalistes voulaient également organiser des réunions d'information dans les ateliers. Un délégué du Catering demande au chef du personnel Symons de libérer ses militants pour une réunion. Celui-ci répond qu'il y a trop de travail, que les travailleurs doivent fournir une productivité de 200 % et que les syndicalistes absents seront sanctionnés. Le délégué prend alors ses responsabilités et tous les militants se rendent à la réunion. A la fin de celle-ci, il demande aux permanents d'intervenir auprès de la

direction pour que les militants ne subissent pas de perte salariale. L'intersyndicale décide de se rendre au Catering avec tous les délégués. Une quarantaine se présentent au bureau de Symons. Celui-ci n'accepte de parler qu'avec les délégués principaux et ceux du Catering. Les militants exigent qu'il déclare devant tout le monde que les militants seront payés. Symons persiste dans son refus : «Je ne veux pas faire une déclaration sous pression.» Entre-temps, les militants entonnent des chansons : "Camarades, la lutte continue...", "Godfroid dehors..." Après une trentaine de minutes, les syndicats décident de convoquer le personnel du Catering. Enthousiastes, ceux-ci se réunissent dans la salle et le hall. Vander Paelt, membre de la direction, entre. Les travailleurs barricadent l'entrée par une chaîne humaine. Finalement, la direction accepte de payer

les cinq militants. Les travailleurs exigent également que le reste du personnel du Catering soit payé, car il a dû se réunir en assemblée à cause de l'attitude de la direction. Les syndicats exigent une déclaration écrite et menacent de convoquer une assemblée générale s'ils n'ont pas de réponse avant 13h15. Les délégués retournent à leur section et à 14 h le personnel se réunit en assemblée générale. La direction menace de poursuivre les délégués en correctionnelle. La gendarmerie et la police encerclent alors le bâtiment. Avec leur aide, les membres de la direction s'échappent par une porte arrière. La direction déclare enfin qu'elle accepte de payer le personnel. Et les syndicats affirment qu'ils ne toléreront pas que les délégués soient poursuivis en justice et que ce point avancé lors des nouvelles réunions de conciliation.

## Maaïke Seghers en visite

Les travailleurs du Catering se réjouissent de retrouver au piquet leur ancienne déléguée Maaïke Seghers. Licenciée pour actions syndicales lors de la lutte contre le Plan global, elle est aujourd'hui traînée devant le Tribunal correctionnel par la direction de la Sabena. Mais les travailleurs du Catering ne l'ont pas oubliée et veulent la retrouver comme déléguée. Maaïke les a exhortés à ne pas laisser vendre au privé le département. «Jusqu'il y a vingt ans, le Catering était un département distinct et appartenait au secteur Horeca. A l'époque, la lutte fut âpre pour obtenir le statut Sabena, plus favorable. Vous avez raison de ne pas vouloir retourner au statut Horeca où les salaires et les primes d'équipe sont de 20 % inférieurs. Le plan Godfroid doit passer entièrement à la trappe. En 1982, nous avons déjà cédé 15 %



Maaïke Seghers

de notre salaire. C'est alors que les premiers jalons de la privatisation ont été posés. Après tant de sacrifices, ça suffit. Les travailleurs de tout le pays ont les yeux fixés sur la Sabena. Ce que le gouvernement et la direction tentent de réaliser ici, ils l'exporteront ensuite partout. Vous ne vous battez pas seulement pour vous-mêmes mais pour tous les travailleurs du pays.

L'enjeu : le maintien de l'indexation et des augmentations barémiques, pas d'atteinte aux salaires. Non à allongement de la journée de travail de 20 minutes pour le même salaire. Reconnaissance de toutes les CCT. Godfroid promet mille nouveaux emplois, mais nous savons déjà ce qu'il propose : des emplois précaires de 3 heures par jour et des contrats d'appel, des contrats temporaires.» Quel succès si un large mouvement voyait le jour. Les travailleurs de Sabena seront accueillis avec enthousiasme à la manifestation des enseignants et étudiants, le 28 février. Et ils ne manqueront pas à leur tour d'accueillir chaleureusement tous les travailleurs et syndicalistes aux piquets, car on peut s'attendre à d'autres journées de grève. Piquets à partir de 4 heures du matin puis aux changements d'équipe à midi et au soir.

## Chef de cabinet de Di Rupo soutient Godfroid et son plan

«Il est indispensable que les objectifs du plan d'entreprise soient atteints, à savoir une amélioration structurelle du résultat à la hauteur de 2 milliards de francs par an, et ce grâce à une réduction de tous les coûts, y compris un effort personnel limité de chaque collaborateur, tant sur le plan financier que sur le plan de son engagement personnel et de sa disponibilité.» (La Libre Belgique, 31 janvier) Cette déclaration essentielle de la direction de la Sabena a été souscrite à l'unanimité par tous les membres du Conseil d'administration, y compris par Philippe Suinnen, chef de cabinet du ministre PS Elio Di Rupo et Jan

Huygebaert, président du holding Almanij et membre du CVP.

Le président du SP, Tobback, a déclaré que Godfroid ferait mieux de partir. Le ministre PS Daerden estime qu'on ferait mieux d'écarter Godfroid. Le ministre PS Flahaut a affirmé qu'on ferait mieux de négocier sans Godfroid. Ces déclarations ne sont que de la poudre aux yeux. Car les dirigeants socialistes ne se sont jamais exprimés contre les plans de la Sabena en matière de modération salariale, d'allongement et de flexibilisation du travail. Et en réalité, leurs représentants au Conseil d'administration se rangent derrière les plans de Godfroid.

## Pilotes : pas de DAT-isation

Les pilotes sont à l'avant-garde du mouvement de grève à la Sabena. Ce qui donne de la force au mouvement. Il est inacceptable que le statut Sabena des pilotes soit démantelé et qu'à terme, ils doivent travailler aux conditions de la DAT, la filiale de la Sabena. «Nous craignons que l'on applique une politique générale de "low cost", déclare un pilote. C'est surtout très néfaste pour la sécurité. Car cela se traduirait par des économies sur les entraînements et les formations du personnel volant. A la DAT, les pilotes gagnent 30 % de moins qu'à la Sabena. Si certains groupes de pilotes doivent accepter un contrat DAT, nous nous retrouverons

en présence de deux sortes de contrats. Inacceptable. Peut-être à terme nous obligeront-ils à accepter un contrat DAT.»

Un second pilote ajoute : «Il y a pire. Celui qui veut devenir pilote aujourd'hui doit payer lui-même entièrement sa formation. Cela coûte deux millions ! Avant, la compagnie intervenait dans ces frais. Maintenant plus. Et il est bien possible qu'après cette formation, vous n'obteniez pas votre permis. Et ensuite, pour maintenir votre permis, vous devez encore passer des tests annuels et semestriels. Cela va à l'encontre du principe démocratique selon lequel chacun doit avoir une chance égale.»

## Swissair croque-mitaine ?!

Le mariage entre Sabena et Swissair a été célébré avec beaucoup de faste, en mai 1995, par les hauts managers. Un avenir tout en rose pour le nouvel actionnaire suisse, mais une poursuite du délabrement social pour les travailleurs. Aujourd'hui, on annonce une intervention "ferme" de Swissair contre les actions de grève à la Sabena.

Chez Swissair, la délocalisation ou la liquidation des départements va vraiment loin : la comptabilité est réalisée à Bombay (Inde), l'entretien de certains types d'avions à Shannon en Irlande, le catering est confié à la filiale Gate Gourmet, le cleaning et les restaurants à la sous-traitance. On assiste à un

transfert des vols de Swissair vers Crossair, la compagnie aérienne régionale "à faible coût" de Swissair. Les mêmes méthodes sont maintenant à l'ordre du jour à la Sabena : c'est ce que recouvre le terme de DAT-isation. Swissair enregistre des bénéfices ces dernières années mais pourtant, le personnel continue de subir des modérations. Et une nouvelle restructuration liquidera 1.600 emplois au cours des prochaines années.

Seul le retour de la Sabena au secteur public et la renationalisation par l'expropriation sans indemnités des actionnaires privés comme Swissair est en mesure de protéger les acquis sociaux des travailleurs.

## Seul le socialisme offre la sécurité d'emploi

La concurrence meurtrière dans la navigation aérienne provoque un véritable carnage social. La crise de ce secteur exprime bien la crise qui secoue tout le capitalisme : la lutte concurrentielle à mort entre les grandes compagnies aériennes. Et par conséquent, la guerre menée au personnel : réduction des coûts et sacrifices incessants, délabrement du statut social par la privatisation. A la Sabena, les travailleurs savent ce que c'est.

Chez Gate Gourmet, la plus grande multinationale de catering, les travailleurs de Sabena-Catering seraient "en sécurité" et ne devraient pas craindre pour leur emploi, prétendent certains.

Mais dans le capitalisme, les grandes entreprises n'offrent aucune sécurité d'emploi. La sécurité d'emploi complète, une économie au service des travailleurs, n'est possible que dans une société socialiste.

## EDITORIAL

*Enseignement :  
chance unique*

Kris Merckx

L'enseignement francophone secondaire est en effervescence, plus vif et plus radical que jamais. Bruxelles, Charleroi, Liège, etc., ont fait grève lundi et sont décidés à continuer au finish, dès cette semaine. Le mercredi 28, après les vacances de carnaval, l'enseignement flamand sera en grève et manifesterà à Bruxelles. Les centrales de l'enseignement francophone s'y joindront. Certains — dans la direction de la Centrale chrétienne flamande — tentent de saboter ce mouvement, mais n'ont guère de chances d'y parvenir. Tout comme les travailleurs des villes de Liège et d'Anvers et des secteurs nationaux (sidérurgie, mines et construction navales), les enseignants ont amèrement expérimenté la nocivité du fédéralisme. Il a permis aux gouvernements d'assainir et de licencier à tour de rôle en Wallonie et en Flandre et d'empêcher une résistance nationale efficace. La base des enseignants wallons, bruxellois et flamands, comprend que le 28 février offre une chance historique d'en finir avec la division. Une chance de regrouper les forces dans un mouvement national pour le refinancement par le Fédéral de l'enseignement francophone et néerlandophone. Même La Wallonie (8/2) se fait l'interprète de ce sentiment : «Le 28 février est pour certains le tournant à ne pas manquer.»

La tactique du saucissonnage de Dehaene et Di Rupo peut aussi être mise à mal ce 28 février. Le gouvernement veut boucler ses "grands dossiers" l'un après l'autre : SNCB, enseignement, sécurité sociale, contrôle budgétaire, salaires. Il espère faire passer cette semaine "l'accord" aux chemins de fer. Par des manoeuvres antidémocratiques de dirigeants syndicaux qui sont — comme l'a dit lui-même José Damilot de la CSGP — sensibles aux "pressions amicales" du PS et du PSC. Mais la vive agitation dans l'enseignement — et à la Sabena — peut enflammer à nouveau la SNCB, les services publics et le privé. Une grève nationale des enseignants ouvre à nouveau la perspective d'une grève générale pour le refinancement de l'enseignement, des services publics, de la SNCB et de la Sécu. Enseignants francophones, manifestez donc ce mercredi 14 avec vos collègues flamands à Gand (14 h). Élèves et travailleurs des autres secteurs, rejoignez les manifestations locales des enseignants en grève. Faites du 28 février un 13 décembre amélioré ! Laurette Onkelinx en a marre d'entendre dire : «Il n'y a qu'à...». Des milliers en chœur, faites-lui entendre, le 28 : «Oui, il n'y a qu'à... faire payer les riches !» Solvay et Petrofina réalisent chacune 12 milliards de bénéfice, et Electrabel même 33. Un impôt de 2 % sur la fortune (au-dessus 20 millions) peut rapporter 100 milliards : six fois ce qu'elle veut économiser sur le dos de l'école.

# Large public pour "Privé de Public"

## Un livre qui enflamme le débat sur les services publics

**Cent vingt personnes, militants syndicaux, permanents et usagers des services publics, étaient au Centre international pour la présentation du dernier-né de Gérard de Selys.**

**Ont pris la parole, hormis l'auteur, le président de la CGSP Jacques Lorez et Jean Lahaye du service d'étude du SCCC.**

Annemie Cannaerts

Parmi un public très attentif, bon nombre de syndicalistes de Belgacom. Quelques délégués de La Poste et leur permanent CGSP. Maaïke Seghers la déléguée CSC à la Sabena, licenciée, accompagnée par quelques-uns de ses anciens collègues (en grève !). Evidemment des collègues de l'auteur à la RTBF. Des travailleurs de la BRTN et des cheminots avaient également répondu à l'appel.

«L'idée de ce livre m'est venue il y a trois ans, lors d'un hearing des Services publics, où des poseurs de câbles de Belgacom du Limbourg avaient découvert qu'on appliquait dans leur service le même système de signalement que chez les postiers de Bruxelles et les cheminots de Liège, explique Gérard de Selys. C'est la loi du 21 mars 1991 sur les entreprises autonomes qui a donné le coup d'envoi de la privatisation. J'ai commencé à creuser et derrière cette stratégie commune du patronat et des gouvernements européens j'ai découvert une véritable machination. Pour sortir de la crise, le patronat a besoin d'argent, de beaucoup d'argent. Lorsqu'ils se sont rendu compte que les services publics des différents pays produisaient entre un dixième et un cinquième de la richesse nationale, les patrons ont su où ils prendraient cet argent. Ils ont commencé à exercer des pressions sur les gouvernements et les institutions européennes en vue de préparer la privatisation. Dans la deuxième partie de mon

livre, je raconte comment on s'y est pris concrètement. Mon récit prend la forme d'un "roman noir". Mais ce n'est absolument pas de la fiction. Ceux qui connaissent un tant soit peu le petit monde européen reconnaîtront immédiatement les figures éminentes.» L'auteur a ensuite expliqué comment une véritable campagne médiatique a été lancée pour présenter les services publics sous un mauvais jour : structures bureaucratiques, manque de productivité, trop de personnel inactif... «Mais ne me parlez pas de leur alternative : les projets privés comme Eurotunnel par exemple. Voilà l'exemple phare du génie civil. Or, les petits actionnaires pris au piège toucheront leurs dividendes vers la moitié du... siècle prochain ! Bonsoir la performance du privé !»

Le président de la CGSP Jacques Lorez (qui a d'ailleurs également pris la parole lors la présentation à la presse) avait lu le livre comme un roman. «Si nous avions su tout cela à l'époque, nous aurions peut-être empêché qu'on en arrive là chez Belgacom, où j'ai travaillé pendant des années. La CGSP s'opposait à la loi du 21 mars 1991, parce qu'elle contenait l'embryon de la privatisation. Nous n'acceptons aucune filialisation.»

Mais pourquoi dans ce cas la direction de la CGSP a-t-elle renoncé à la grève du 26 janvier, observait un membre CGSP en colère. «Parce qu'au sein de la direction, cinquante mandataires ont participé au vote, quarante six ont voté pour la suspension. J'étais parmi ceux qui le regrettaient...»

Jacques Lorez a par ailleurs dénoncé «l'Europe des privatisations et du chômage qui progresse vers un nouveau régime que les gens de mon âge ont déjà vécu. Une raison de plus pour ne pas baisser les bras ! Notre problème c'est que dans tous les secteurs il y a tant de travail. Nous n'avons pas de grands penseurs et pas d'argent pour nous opposer à ce rouleau compresseur. Mais si nous échouons, nous nous acheminons vers "la pensée unique". Et cela me rappelle mon premier voyage en train, lorsque j'avais deux ans, en direction de Calais... pour fuir ce régime.»



Gérard de Selys, journaliste à la RTBF, auteur de "Privé de Public".

Jean a remarqué : «Nous devons davantage craindre nos propres fautes que les plans de notre adversaire.» Mais comme son collègue il estimait que la base dans les services publics n'était et n'est toujours pas prête à engager effectivement la lutte. «Il nous a fallu six semaines pour préparer la manifestation du 12 décembre, parce que nous considérons important qu'elle se déroule en front commun et avec tous les secteurs de l'ensemble du pays. Lors de la manifestation du 26 janvier, cette unité était perdue. A présent, chacun a ses propres motifs. Si le gouvernement prend une mesure qui frappe tout le monde aussi durement, tous descendront spontanément dans la rue. Une bonne grève commence d'ailleurs toujours à partir de la base.» Un appel dissimulé à une grève spontanée ? A un cheminot inquiet qui demandait si la SNCB serait réellement privatisée, Lahaye a répondu : «Pour le transport des marchandises, le risque est grand. Regardez l'exemple de la Grande Bretagne. Pour le transport des voyageurs ? Si on veut qu'un service public soit rentable, il ne faut plus parler de service public. La rentabilité signifie transporter le plus possible de voyageurs aux moindres frais. Or déjà deux mille lignes locales ont été supprimées ! Il y a une contradiction fondamentale entre des services efficaces et des services rentables.»

Gérard de Selys a encore lancé une accusation remarquée contre le système lui-même : «Ce sont véritablement des criminels. Ce qu'ils font dans les services publics est une nouvelle colonisation. Aussi meurtrière. Tôt ou tard les masses s'en rendront compte, même si les capitalistes parviennent d'abord à déclencher une guerre pour préserver leurs bénéfices.»

### Rendez-vous aux piquets !

Maaïke Seghers, déléguée CSC licenciée en 1994 par le patron Godfroid de la Sabena, a lancé un appel aux délégations de solidarité aux piquets de grèves de la Sabena. «Godfroid promet d'embaucher 1.000 personnes, mais récemment il a encore jeté 50 temporaires à la rue. Il veut vendre la section du Catering au privé. J'y travaillais et j'y étais déléguée. Le résultat : le personnel tombera sous le statut beaucoup moins avantageux de l'Horeca. La grève contre le plan de restructuration est importante pour tous les services publics. Le front commun est solide et regroupe tous les syndicats et l'ensemble du personnel. Même les pilotes participent aux piquets de grève avec les ouvriers.» Un enseignant francophone a invité le public à soutenir la grève des enseignants du 28 février.



Jacques Lorez, président de la CGSP : «La CGSP s'est opposée à la loi du 21 mars 1991, parce qu'elle contenait l'embryon de la privatisation.»

## Livre noir sur la vente publique

Le PTB commence la rédaction d'un "Livre noir sur la vente publique". Quel cheminot, facteur, enseignant, agent public... veut écrire son récit au verso du Grand Référendum du Travailleur ? Sur les conséquences des contrats de gestion, de la filialisation, de la privatisa-

tion : plus de stress, travail plus pénible, cadences accélérées, licenciement... Vous lirez un premier choix de témoignages dans le nouveau toutes-boîtes que le PTB distribuera les prochains jours dans les quartiers populaires. Inscrivez-vous pour collaborer.

## Roulés par Dehaene

Le président de la CGSP liégeoise André Beauvois estime que les syndicats et les travailleurs sont roulés par le gouvernement. «Entre la prise de contact en janvier et aujourd'hui, on nous a annoncé la disparition programmée de pas loin de 11.000 emplois dans le secteur public, déclare-t-il. Du côté des cheminots, nous constatons des pertes d'emplois très importantes mais aucune garantie sur l'avenir des pensions dusecteur ni du statut des travailleurs de la SNCB. Dans l'enseignement, on vient de nous sortir au moins 3.000 profs. Quand nous annonçons cette perspective, il y a encore quelques semaines, on nous traitait de menteurs. Face à cette accélération de mauvais coups, nous avons vraiment le sentiment d'être dupés. Ceux qui ont défilé samedi dernier pour les Forges de Clabecq (dont le ministre PS Flahaut, ndlr) ont eu bien raison. Mais je dois bien constater que les mêmes acceptent le sacrifice de 11.000 emplois dans le service public.» (La Wallonie, 8 février) Pourquoi dès lors accepter encore de négocier ? Et pourquoi ne pas rompre avec ces partis gouvernementaux qui continuent à nous rouler ?

## Soutien fasciste

Le ministre SP Vande Lanotte a été interpellé à la Chambre sur sa politique envers les réfugiés. A la clôture des débats, deux motions ont été proposées : une du gouvernement et une de l'opposition. Celle de l'opposition a été rejetée. Celle des partis gouvernementaux a été adoptée et a reçu le soutien du Vlaams Blok. Cela arrive rarement qu'un parti d'opposition accorde ainsi un soutien exceptionnel à une motion adoptée par le gouvernement. Difficile à digérer pour mes véritables militants socialistes de base. Comment peuvent-ils continuer à soutenir un parti qui peut compter sur la sympathie des fascistes ?



Tous les cheminots doivent pouvoir se prononcer sur le plan désastreux de Schouppe et Daerden.

# SNCB : -7.500 égale +1.400 ?

### Qui décide de l'avenir des 42.000 cheminots ?

**Perte de 7.500 emplois, restriction salariale de 1,65%, plus de flexibilité : les éléments essentiels de l'accord à la SNCB restent inchangés, après les négociations. Ceux qui ont négocié cet accord ont intérêt à se soumettre à un examen de conscience.**

Kris Hertogen

La base avait raison de déclencher spontanément la grève en décembre. Il faut reprendre cette voie. Or José Damilot, président des cheminots CGSP, défend l'accord et se joint au patron de la SNCB Etienne Schouppe. Il se réjouit de l'introduction de la semaine de 36 heures à partir du 1er janvier 1999, qui permettrait de "sauver" 1.400 emplois. «Certains prétendent que -7.500 = +1.400, nous écrit un délégué. Mais nous avons appris à calculer. Et nous avons bien compris que nous serons moins nombreux, que

nous gagnerons moins, mais que nous devons travailler plus dur.»

Le syndicat chrétien (SCCC) maintient son opposition à la restriction salariale. Plutôt que l'application générale de la semaine de 36 heures avec perte salariale, il propose des formes de réduction du temps de travail plus radicales (mi-temps, semaine de quatre jours...) sur base volontaire mais avec des pertes de salaires beaucoup plus importantes (7 à 31 % du salaire net). Comment partager les restrictions parmi les cheminots ? Qui devra payer et combien ? Les opinions divergent. Les délégués de

combat refusent cette discussion. Pour eux, il faut rejeter tout le plan. C'est l'opinion de 45 % des membres du comité national SCCC. C'est sur cette question que tous les cheminots doivent pouvoir se prononcer. Et pas seulement les militants, comme au SCCC, pas seulement dans des assemblées limitées d'affiliés et lors d'un congrès, comme à la CGSP. Dans la région d'Anvers (3.500 cheminots), 46 affiliés CGSP ont participé au vote (28 pour, 14 contre, 4 abstentions). Est-il acceptable que si peu de personnes décident du sort d'un si grand nombre de travailleurs ?

Sans que le texte de l'accord définitif ait été communiqué aux travailleurs ? La proposition de soumettre l'accord aux travailleurs sous la forme d'un référendum a été évacuée. Par crainte que la majorité des cheminots ne rejettent cet accord honteux ?

## EN BREF

### Retour de CMB au "Congo"

CMB est candidat à l'exploitation, avec le groupe français Bolloré, de la ligne de chemins de fer Matadi-Kinshasa ainsi que d'une partie du port de Matadi, artères principales de la circulation au Zaïre. Ces services sont privatisés, tout comme l'ensemble des entreprises publiques du Zaïre.

Après l'accord du gouvernement zaïrois, la filiale de CMB, Hessenatie, l'entreprise portuaire anversoise, enverra des spécialistes à Matadi. (De Lloyd, 19.1)

La société d'armateurs CMB doit son essor à la navigation vers le Congo. En 1991, la famille Saverys a acheté la CMB avec les bénéfices des chantiers navals Boel à Tamise. Ces chantiers sont aujourd'hui fermés, mais les Saverys prolifèrent et veulent mettre la main sur le transport zaïrois.

Jan Pellens, numéro un d'Hessenatie et président de AGHA (barons du port anversois) a loué en 1994, les mérites de l'étude du Vlaams Blok sur la gestion du port. Ce qui n'empêche pas CMB et Hessenatie de choisir maintenant un partenaire français pour leur nouvelle aventure. Pas de frontières pour le capital...

### Modernisation de la poste = délabrement du service

Les bureaux de poste de quatre petites communes limbourgeoises (Schulen, Bovelingen, Heppen en Montenaken) vont fermer leurs portes. Le responsable du bureau de Heppen, stupéfait, nous raconte qu'il a appris la nouvelle par la presse. «Je ne m'y attendais pas du tout. Je viens de déménager d'un bout du village vers ici. Tout vient d'être rénové.» Pourquoi fermer ?

«Tout tourne autour du nombre de transactions financières. Le nombre de timbres vendu ici ne compte pas», ajoute la préposée. Les habitants de Heppen devront se déplacer jusqu'à Leopoldsborg pour acheter leurs timbres. Pour un bon nombre de pensionnés, un tel déplacement pose problème. Mais la Poste s'en fiche. Le service public doit disparaître au profit de l'éternel slogan des riches : seul ce qui est économiquement rentable peut continuer d'exister.

### Le Vlaams Blok soutient Médecins Sans Frontières

A la séance du conseil communal de Mortsel, le 20 décembre 1995, le Vlaams Blok a voté contre le soutien à un projet de 11.11.11. au Sénégal. Les fascistes s'opposaient au NCOS (l'équivalent flamand du CNCD) «parce que les partisans du PTB et de ligues anti-impérialistes maoïstes y font la loi».

Par contre, ce parti fasciste a plaidé en faveur d'un soutien à des organisations telles que l'Armée du Salut et... Médecins Sans Frontières, «qui, il est vrai, ne correspondent pas toujours à nos idées mais où l'enrichissement personnel est inexistant».

Ce fait doit faire réfléchir les idéalistes honnêtes au sein de MSF.

En dépit de son image multiculturelle, la position "apolitique" de cette organisation humanitaire permet à un parti fasciste de lui accorder son soutien. Ceci montre aussi que seule une attitude anticapitaliste conséquente préserve le mouvement tiersmondiste des louanges de ces nazis.

## Nouvelle grève des mineurs

### Occupation des mines de Beringen et de Zolder pour l'emploi

Freddy Bungeneers (\*)

Les cent derniers mineurs de Belgique occupent actuellement les mines de Beringen et de Zolder. Ils soulignent ainsi leur revendication pour l'emploi. Les actions avaient commencé lundi de la semaine passée. Lors des fermetures des mines en 1989, ces mineurs avaient refusé la prime de licenciement de 880.000 francs net ou 990.000 francs brut, préférant rester au travail. Ils n'avaient pas encore droit à la pension. La

KS (la société des mines NV Kempense Steenkoolmijnen) leur avait promis un poste adapté. «Il y a encore du travail, disait-on alors à la direction, notamment au siège central et pour la surveillance des terrains.» Des tâches d'ouvriers du bâtiment étaient en discussion. La direction a pourtant fait appel à des firmes extérieures pour exécuter le travail aux mines. Le siège central a été construit en collaboration avec Electrabel, qui a embauché soixante mineurs. Mais Electrabel a

fermé sa centrale à Waterschei et transféré son personnel vers Beringen. Ce sont pourtant les mines qui ont payé les plus grands frais pour cette centrale, puisant dans les réserves de cent milliards prévus pour leur fermeture.

Les mineurs ont été dirigés vers diverses entreprises. Mais très vite il s'est avéré que les salaires étaient très maigres et le travail pénible. Les mineurs ont eux-mêmes recherché du travail sans succès. En 1994, le Conseil d'Administration a déclaré que ceux qui retrouvaient du travail

continueraient de recevoir leur salaire jusque fin 1996, ainsi qu'une prime brute de 1,8 millions de francs. Mais les mineurs savaient ce qui s'était passé pour leurs collègues qui avaient accepté la prime. Une fois au chômage, cette prime part vite. Ils ont compris qu'un emploi est la seule sécurité et c'est pour cela qu'ils sont en grève aujourd'hui, avec comme revendication : pas un seul licenciement.

(\*) Freddy Bungeneers est délégué FGTB à la mine de Beringen.

# Dirigeant syndical, où se trouve ta place ?

Comment reconstruire un syndicalisme de classe

**Comment expliquer que des dirigeants syndicaux, qui semblaient si décidés au combat, se dégonflent si souvent quand le moment fatidique est venu de lancer la lutte ? Pourquoi les manifestations prometteuses comme celle du 13 décembre dernier, restent-elles souvent sans lendemain ?**

Jo Cottenier, Kris Hertogen

La liste des occasions manquées est longue ces derniers mois. Que l'on se rappelle le discours lors de la confection du budget 96. La prudence était de mise, car «il ne fallait pas gaspiller ses forces trop tôt». Puis, la lutte entamée par les services publics avec la magnifique manifestation du 13 décembre fut suspendue «pour mieux démarrer après les fêtes de fin d'année». Mais le deuxième départ fut noyé dans les palabres. A en croire leurs dirigeants syndicaux, les cheminots au moins n'allaient pas se laisser faire. Mais à la stupéfaction générale, ces mêmes dirigeants syndicaux négocient un "compromis", par lequel ils acceptent 7.500 pertes d'emplois et une perte de salaire, avant même que la lutte n'ait démarré ! Jamais en Belgique, un tel licenciement de masse n'a été avalé sans résistance. Faut-il alors s'étonner que l'antisyndicalisme progresse de nouveau à pas de géant ? Pour inverser le courant, il faut une offensive de toutes les forces combattives, au sein des deux organisations syndicales, afin d'en finir avec un syndicalisme de concertation et de revenir à un syndicalisme de classe. Et pour mener ce combat avec succès, il est nécessaire de comprendre l'origine de ces capitulations souvent douloureuses.

## Se libérer du carcan des partis socialistes

Les patrons ont voulu ce gouvernement avec participation des partis socialistes. Le président du VLD Herman De Croo — obligé de rester sur la touche — exprime ses regrets : «Il est émouvant de voir que la présence socialiste au gouvernement est souhaitée par une partie de l'establishment capitaliste. La FEB et dans une moindre mesure les patrons flamands (VEV) mettent le CVP sous pression pour continuer à gouverner avec les socialistes.» (1) Que la bourgeoisie confie la gestion de ses affaires aux partis socialistes n'a rien d'étonnant : ces partis ont, depuis 1914, relié leur sort à celui de la bourgeoisie belge et n'ont plus de "socialiste" que le nom. Quand ils ont applaudi la chute des régimes socialistes dégénérés à l'Est, ils étaient fidèles au combat qu'ils ont mené depuis toujours contre le socialisme. Ce combat avait commencé contre la révolution bolchevique de 1917. Quand ils ont applaudi la chute du Mur, leur souci n'était pas de restaurer un véritable socialisme, mais

d'instaurer le marché libre, la propriété privée des moyens de production et l'exploitation capitaliste. Ces gestionnaires dévoués du capitalisme sont pour l'instant les meilleurs défenseurs de l'Europe du grand capital (Van Miert, commissaire européen à la concurrence, était il y a 15 ans le symbole du "renouveau" socialiste !), des normes de Maastricht, des privatisations, de la compétitivité des entreprises et du capitalisme de pointe.

Dans tous ces domaines, les partis socialistes exécutent autant la volonté patronale que les partis libéraux, mais ils ont quelque chose de plus, que les patrons savent apprécier : des antennes syndicales qui s'évertuent à amortir les chocs. Souvent, les dirigeants syndicaux justifient leurs liens privilégiés avec les partis socialistes par le besoin d'un "relais politique". Mais ce relais travaille dans le sens inverse. Quand les ministres Flahaut, Daerden et Di Rupo du PS font semblant de soutenir une manifestation qui combat leur politique, ils le font pour garder les portes ouvertes afin de continuer à exercer leurs pressions. C'est ce que José Damilot, président de la CGSP-cheminots a révélé quand il déclarait à propos de la négociation dans les services publics : «Je le sentais venir depuis plusieurs semaines, parce que j'ai été l'objet de pressions amicales de la part des politiques pour essayer de calmer le jeu, pour éviter la grève du 26 janvier. Manifestement, on nous a présenté une sucette, qui va très vite devenir amère.» (2) Quelques jours plus tard, le même Damilot se laisse imposer un accord par Daerden qui raye 7.500 emplois à la SNCB avec une diminution des salaires de 1,65 %. Aux moments décisifs, même les plus durs et les plus clairvoyants peuvent céder aux pressions "amicales".

## Rétablir la confiance dans les masses

Les partis socialistes savent parfaitement combien le chantage de l'abandon de la concertation peut être efficace. Pour une grande partie des directions syndicales, la concertation est devenue une fin en soi, un signe de "respect" de la part des patrons et du gouvernement, dont on ne peut plus se passer. Ils puisent leurs forces dans une reconnaissance par les patrons et le gouvernement mais ils oublient que la seule force réelle ne pourra venir que des masses et de leur volonté de lutte.



Les ministres PS Flahaut (centre), Daerden et Di Rupo font semblant de soutenir une manifestation à Clabecq, avec Michel Nolle (tout à droite) et Jacques Lorez (tout à gauche). Mais cette manifestation combat leur politique. Ils le font pour garder la porte ouverte afin de maintenir leurs pressions sur les dirigeants syndicaux.

Un des arguments qui sous-tend la plupart des capitulations est le suivant : si on ne négocie pas un compromis, ce sera encore pire. Ceci mène au raisonnement bizarre : le refus de négocier est considéré comme une "attitude défensive", la concertation qui inclut dès le départ un compromis donnant-donnant est considéré comme une "attitude offensive". Comme si c'est par la négociation qu'on parvient à arracher des concessions et non par la lutte. Ceci nous ramène au coeur du réformisme : l'absence quasi complète de confiance dans les masses. Si beaucoup de dirigeants syndicaux se contentent de compromis

honteux, même avant d'avoir mené la lutte, c'est parce qu'ils n'ont aucune confiance dans la capacité de mobilisation des masses. Ainsi les objectifs à atteindre sont fixés dès le départ en fonction de ce qu'on pourrait obtenir par une "négociation dure". Même la gauche dans l'appareil est fortement influencée par cette méfiance envers les masses. Pourtant, la lutte en France a montré une fois de plus que les rapports de force dans la rue sont déterminants et que c'est la seule chose qui peut faire reculer la bourgeoisie. Si la gauche s'en rend compte, elle découvrira à un potentiel énorme. Ce potentiel

sera nécessaire pour arrêter le train de nouvelles attaques que le gouvernement prépare. Si on voit les catastrophes auxquelles nous mène le système capitaliste, il est temps de faire des choix courageux et d'en revenir à un syndicalisme de classe.

"Délégués sous les feux" un livre d'EPO constitué de récits très vivants de syndicalistes. Vous pouvez le commander à la Librairie Internationale (02/513.69.07). 698 frs.

(1) De Standaard, 29.12.95. (2) Le Peuple, 20.1.96.

## Lutter pour une alternative anticapitaliste

Une minorité de dirigeants syndicaux sont devenus de véritables porte-paroles des partis au pouvoir et ont souvent les meilleurs relations avec le patronat. Lors des dernières élections, deux têtes syndicales, Robert Voorhamme (FGTB) et Greta D'Hondt (CSC), se sont manifestés comme des représentants ouverts du SP et du CVP respectivement. D'autres, qui partagent les mêmes idées pourraient faire de même, mais préfèrent actuellement rester "syndicaliste". Ce qui les lie à ces partis, c'est leur souci de sauver ce système en crise, même s'il faut pour cela, emballer la pire régression sociale dans une enveloppe "syndicale". Mais il s'agit ici d'une extrême

minorité. La majorité de l'appareil syndical rentre en conflit plus ou moins sérieusement avec le capitalisme et la politique gouvernementale. Cette majorité est bouleversée par les attaques sans fin, est plus ou moins sensible aux revendications des masses mais est aussi profondément prisonnière de la logique réformiste. La plupart d'entre eux essaie de concilier la défense des intérêts ouvriers avec les prémisses du gouvernement, les normes de Maastricht et la sauvegarde de la compétitivité. Cela signifie qu'ils n'iront jamais au bout de cette défense, qu'ils se contenteront de "limiter la casse", qu'ils n'oseront pas formuler une alternative radicalement anticapitaliste. Pour qu'un responsable syndical puisse

répondre complètement à l'attente de la base, il doit se libérer des contraintes et des "interdits" du capitalisme, de sa course au profit et de son carcan de compétitivité. C'est ce vent qu'il faut faire souffler dans les syndicats. Il fondera l'esprit de lutte pour une véritable alternative anticapitaliste et il rendra possible une véritable résistance aux pressions des partis socialistes. Si les syndicalistes communistes ont toujours été et seront toujours parmi les plus dévoués et les plus décidés dans la lutte, c'est parce qu'ils brisent avec la logique capitaliste. Ils ne prennent que les intérêts des travailleurs comme point de départ et luttent pour un système radicalement différent.

# Contre le saccage de l'emploi, une journée d'action

"Rencontre pour l'emploi" le samedi 24 février à Charleroi

L'Institut d'études marxistes (INEM) organise une journée d'action et de débats sur les luttes contre les restructurations. Comment lutter contre cette offensive patronale aux Forges de Clabecq, Sonaca, Union Minière, Boel Tamise...

Comment construire une alternative face à ces plans ? Ce sera l'objet de la journée bâtie en trois parties : visite de Charleroi le matin, groupes de discussion en début d'après-midi, meeting central en fin d'après-midi.

Cette initiative est exceptionnelle. En premier lieu, elle réunira des délégués et des travailleurs de Flandre, de Wallonie et de Bruxelles. De quoi rejeter le régionalisme et le nationalisme qui a pour but de diviser les salariés. Une occasion aussi de repousser le racisme.

En second lieu, cette journée rassemblera des délégués et permanents syndicaux de la FGTB, de la CSC et de la CGSLB. Face aux programmes patronaux, les tra-

vailleurs ont besoin de l'unité syndicale. Sinon, le rapport de forces sur lequel ils pourront s'appuyer sera fragile.

En troisième lieu, la "Rencontre" s'appuiera sur les luttes. L'emploi se garantit avant tout par le combat des travailleurs pour défendre les postes existants. Les promesses de reconversion ne viennent jamais. Les volets sociaux négociés ne font qu'augmenter le chômage et la misère.

Enfin, l'INEM donnera la parole aux travailleurs et aux délégués. Une trentaine d'intervenants témoigneront lors des cinq groupes de discussion (voir détails du programme plus bas).

Autant de raisons de venir à cette "Rencontre" exceptionnelle.



Les pertes d'emploi pleuvent de partout. Les travailleurs réagissent, comme ici aux Forges de Clabecq. Construire une alternative à ces plans patronaux : c'est l'objectif de la journée pour l'emploi à Charleroi, le 24 février prochain.

## Visite guidée et débats

Programme détaillé de la "Rencontre pour l'emploi"

**9h30.** Accueil à l'école de la Garrenne

**• 10h - 13h "L'homme de fer et de verre"**

Visite en bus de la région carolorégienne. Charleroi était autrefois un des centres mondiaux pour le charbon, l'acier et le verre. Aujourd'hui, trois personnes actives sur dix sont au chômage. Claude Barria, délégué principal de la CSC à Cockerill Sambre, expliquera le combat contre le démantèlement de la sidérurgie wallonne.

Nous nous arrêterons aussi au Bois du Cazier, où, en 1956, 262 travailleurs ont trouvé la mort. Une exposition de l'Amicale des mineurs des charbonnages de Wallonie retrace ce drame ouvrier.

**• 14 à 16h, cinq groupes de discussion : "Les travailleurs en lutte contre les restructurations patronales"**

Ces groupes se dérouleront ainsi : un exposé de quinze minutes par une personne compétente ; plusieurs témoignages durant près d'une heure ; puis discussion entre tous ; enfin une courte synthèse par le président de séance.

**"Se crever au boulot avec un million de chômeurs, nous en avons marre !"**

Exposé : Henri Houben, auteur d'une thèse doctorale sur le toyotisme, c'est-à-dire sur les systèmes de production inspirés de Toyota dans l'industrie automobile. Témoignages : un délégué de Volkswagen Bruxelles, Stan Van Hulle, ouvrier à Renault Vilvorde,

Gérard Meunier, délégué CNE (CSC employés) dépôts GIB Nivelles, un délégué FGTB des femmes de nettoyage à Sidmar, un délégué de BMT Boechout (sous-traitance d'Atlas Copco), un délégué de Caterpillar.

**"Les délocalisations, oui, on sait les combattre !"**

Exposé : Jeannine Tips, secrétaire politique du PTB Hainaut, qui a participé à plusieurs luttes contre des délocalisations comme celle de Solvay Couillet. Témoignages : Louisa Lanckmans, ex-délégué SETCa (FGTB employés) de Delacre, un délégué de Lamitref Hemiksem, un délégué de Velda.

**"Chassons le travail précaire et l'article 80"**

Exposé : Kris Hertogen, responsable du travail syndical au PTB. Témoignages : Pascal Collicchio, permanent FGTB "Chômage, exclusion..." Charleroi, Toni Demonte, permanent CSC-chômage Charleroi, un délégué FGTB-chômage Gand, Danny Pauwels, ex-délégué FGTB de Boel Tamise et des chantiers navals de Ruppelmonde, un délégué d'Union Minière.

**"Que faire contre les restructurations ?"**

Exposé : Jo Cottenier, membre du comité de rédaction d'Etudes marxistes et auteur de "La Société générale" et de "Le Temps travaille pour nous". Témoignages : Roberto D'Orazio, président de la délégation FGTB des Forges de Clabecq, Sirenze, délégué CSC de Sonaca, un délégué de Cockerill Sambre (Liège), Roger Meuter, permanent CNE pour Intermarché Morlanwez, Emmanuel Che-

mello, délégué principal CSC de Fafer, Jacques Guilmet, délégué FGTB de Volkswagen Bruxelles, Jan Cap, ex-délégué principal CSC de Boel Tamise, un délégué FGTB de Vistal (chimie).

**Les privatisations tuent l'emploi**

Exposé : Gérard de Selys, journaliste à la RTBF et auteur d'"Alinéa 3" et de "Privé de public". Témoignages : un délégué de Sabena, Jean Scaillet, délégué CGSP de Belgacom, Freddy Dewille, délégué CSC de Belgacom, un délégué de la Ville de Gand, un délégué de l'enseignement francophone, un délégué de l'enseignement néerlandophone, Patricia Petitfrère, permanente SETCa Charleroi pour l'hôpital Gailly (fermé), qui parlera en son nom propre, un délégué du Forem Charleroi.

**• 16h30 - 17h30 : meeting central**

René Stroobant, secrétaire régional CMB (FGTB métal) du pays de Waes (Boel), Gust Haverbeke, secrétaire provincial CGSP Limbourg, Roberto D'Orazio, président de la délégation FGTB des Forges de Clabecq, Maaïke Seghers, déléguée CSC de Sabena licenciée, un délégué CGT cheminots de Lille, Kris Hertogen, responsable du travail syndical du PTB.

**Comment joindre Lodolinsart ?**

Quittez l'autoroute Bruxelles-Charleroi à la sortie 26 (Lodolinsart, Gilly, Châtelet). En bas de cette sortie, prenez la rue en face à droite, c'est la rue de Lodolinsart. 500m plus loin, vous y êtes.

## La faillite d'Intermarché à cause de la CSC ?

Roger Meuter est permanent CNE (CSC employés). Il a mené la lutte contre la restructuration du magasin Intermarché à Morlanwez et pour le droit à la reconnaissance syndicale.

Les curateurs songent maintenant à assigner Roger Meuter en justice. Ce serait lui le responsable de la faillite du magasin. Un comble !

Dans Info CSC, l'hebdomadaire de la centrale chrétienne, Jean-Pierre André, remet les choses au point :

«C'est le rôle d'un permanent syndical de prendre la tête d'un conflit social. Si son rôle consiste aussi à attirer l'attention des travailleurs sur tel ou tel

risque engendré par telle ou telle attitude, son premier devoir reste d'être le porte-parole des travailleurs, souverains dans leurs décisions.

Il est vrai qu'on nous fait jouer de plus en plus souvent le rôle de "modérateur", d'intermédiaire chargé de calmer les travailleurs, de "défendre" des pré-accords boiteux. C'est une dérive dangereuse.

En cas de conflit, les pompiers de service sont les conciliateurs sociaux, pas les permanents syndicaux» (Info CSC, 9.2.96). Roger Meuter parlera à la journée "Rencontre pour l'emploi", dans le groupe de discussion n°4, "Que faire contre les restructurations ?"

## Bon à renvoyer

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
 Adresse : \_\_\_\_\_  
 Code postal : \_\_\_\_\_ Commune : \_\_\_\_\_  
 Téléphone : \_\_\_\_\_  
 Entreprise : Syndicat : \_\_\_\_\_

- m'inscris pour la journée "rencontre pour l'emploi"
  - pars en bus de la province de .....
  - désirerais témoigner dans le groupe n° .....
  - voudrais m'abonner à la revue Etudes marxistes (1.500 frs pour 10 numéros)
  - voudrais recevoir le dernier numéro d'Etudes marxistes avec son dossier sur les restructurations (200 frs)
- Bulletin à renvoyer à INEM, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles.

De chaque province, part normalement un bus pour Charleroi. Pour tout renseignement, vous pouvez nous joindre au numéro 02/513.77.60, en demandant INEM "Rencontre pour l'emploi".

# Lettre ouverte au ministre Daerden du parti "socialiste"

## Fossoyeur du transport public et des cheminots

Kris Hertogen

Monsieur le ministre,

Le projet d'accord à la SNCB, dont vous êtes le véritable architecte, a été reçu avec colère et amertume par la grande majorité des cheminots du pays. Certains appellent cet accord une "victoire", d'autres le disent "révolutionnaire" (1). Les cheminots n'en seront pas dupes. Comment peut-on qualifier de victoire la perte sèche de 7500 emplois, l'équivalent de la fermeture de trois Forges de Clabecq ? Comment peut-on appeler victoire une perte salariale de 1,67 % ? Est-ce "révolutionnaire" d'imposer des journées de travail de plus de 12 heures sous la menace d'une mise en disponibilité ? Et ne parlons pas de l'intention d'adapter le statut du cheminot à «l'évolution de la SNCB vers une entreprise concurrentielle et commerciale» ?

A la Chambre, vous avez eu l'audace de vous "réjouir" de ce pré-accord (1). Un homme politique qui se réjouit de la misère dans laquelle il pousse des milliers de familles de travailleurs n'a de socialiste que le nom. La presse bourgeoise a fait de vous un "héros", parce que vous avez pu imposer l'arrêt des grèves de décembre. Elle vous soutient car elle a bien compris que vous êtes le fossoyeur du transport public et des cheminots. En enfermant la SNCB dans un carcan budgétaire, imposé par la loi de 21 mars 1991, vous et votre gouvernement portez la responsabilité des assainissements qui frappent les cheminots. Les trente sept

Un homme politique qui se réjouit de la misère dans laquelle il pousse des milliers de familles travailleuses n'a de socialiste que le nom.

milliards que vous accordez annuellement aux chemins de fer sont loin des cinquante sept milliards auxquels ces derniers auraient droit selon les critères de 1981 et dont elle a besoin pour fournir un transport bon marché et de qualité à la population. Ce carcan a été imposé par les grands patrons belges et européens. Ceux qui veulent limiter les dépenses sociales, d'enseignement et des services publics en général. Ils réclament cet argent sous formes de subsides, de réductions d'impôts sur les bénéfices, de diminutions des cotisations sociales. Voilà la véritable signification des normes de Maastricht, que défendent votre parti et celui de Tobback.

### Les enfants naturels de Thatcher

La politique de privatisation, lancée par madame Thatcher en Grande Bretagne dans les années quatre-vingts est devenue la politique officielle de tous les partis au pouvoir. Les directives du commissaire européen, le socialiste Van Miert, exigent des gouvernements nationaux qu'ils préparent la SNCB, la Poste... à la privatisation comme vous l'avez d'ailleurs déjà réalisé à la Sabena, Belgacom et autres. Écoutons ce qu'en dit la Générale de Banque : «Privatiser nécessite une bonne préparation. Il faut au préalable appliquer des restructurations. Il faut adapter le cadre juridique et assainir la structure financière. L'entreprise publique



Il y a quelques années, on promettait aux cheminots de ne jamais descendre en dessous de 47.000 emplois. Aujourd'hui on leur promet de garantir «au maximum 35.000 emplois». Les cheminots se battent pour maintien de tous les emplois, des salaires, contre la privatisation (comme ici, en 1991).

doit être préparée à fonctionner au sein du marché soumis à la concurrence. L'introduction d'un nouveau statut du personnel et ses implications au niveau des pensions, s'impose souvent. Enfin, une harmonisation des règles comptables par rapport aux normes qui régissent les sociétés est nécessaire.» (2).

Que représente le plan Horizon 2005 ? Séparation entre infrastructure et exploitation, création de Centres d'Activités Autonomes (business-units), de gares régions, travail et salaires flexibles, remplacement de statutaires par des contractuels, création d'un pool préparant les mises en disponibilités, préparation d'un nouveau statut... Cela cadre parfaitement dans la stratégie de privatisation du grand capital européen dont vous êtes la marionnette.

### Les milliards promis : pour le TGV et les grandes lignes annexes

Certains disent qu'il vaut mieux accepter ce plan de restructuration pour ne pas perdre les milliards promis aux investissements. Le chantage auquel ces personnes se soumettent, c'est vous et votre gouvernement qui l'avez imposé. Ces milliards serviront-ils à développer le réseau intérieur ? Pas du tout ! «Le plan de Schouppe ne prévoit pas ou à peine l'élargissement du service au public. Il ne s'attend pas à une croissance du trafic voyageurs intérieur. Si le contribuable le veut vraiment il devra payer un supplément. Schouppe est prêt à rencontrer les demandes aux frais des régions et des communes, qui veulent un transport extra pour leurs habitants ou employés.» (3) Les milliards promis serviront à financer le TGV, ce train de luxe du grand capital. Ils serviront aux grandes lignes, qui doivent garantir la

circulation du TGV et dont l'exploitation deviendrait rentable et donc intéressante pour le privé.

Nous refusons cette société capitaliste qui sacrifie le social, l'enseignement et les services publics aux besoins du profit et de la concurrence. N'y a-t-il rien d'autre à faire que "limiter les dégâts" ? Vous dites cela depuis quinze ans déjà. Résultat ? Les riches et les patrons se sont enrichis au détriment des travailleurs et il y a aujourd'hui un million de chômeurs. Voici quelques années, on promettait aux cheminots de ne jamais descendre sous les 47.000 emplois. Aujourd'hui on leur promet de garantir «au maximum 35.000 emplois».

Nous refusons cette société capitaliste qui sacrifie le social, l'enseignement et les services publics aux besoins du profit et de la concurrence.

Que dira-t-on demain ? Il n'y a pas de fin au tunnel sous le capitalisme. Il est utopique de penser que l'on pourra "limiter les dégâts" en acceptant le diktat de la concurrence. Seul le socialisme est capable d'offrir à tous les travailleurs un emploi digne, un enseignement et des soins de santé gratuits, des services publics de qualité et bon marché. Les peuples des pays de l'est qui connaissent depuis quelques années les "bienfaits" du capitalisme expriment par leur votes le désir de renouer avec le socialisme. Seule la lutte de classe permettra aux travailleurs de défendre leurs emplois, leurs acquis et les services publics. Les cheminots combattront votre plan sur base des revendications suivantes : maintien de tous les emplois, bas les pattes des salaires, non à la flexibilité, annulation de la loi de 1991, retour à une entreprise publique pure et nationale, stop au TGV, refinancement de

la SNCB sur base des besoins aux frais des riches et des capitalistes.

### Le choix des directions syndicales

Schouppe a récemment mis en garde ceux qui voulaient rejeter ce plan. C'est du bluff. Il comprend trop bien qu'il sera impossible d'imposer quoi que ce soit contre la détermination de lutte des cheminots. La panique que quelques jours de grève ont créé dans vos rangs en témoigne. La bourgeoisie a tiré les leçons de l'exemple français : «Entre-temps il apparaît que l'Europe choisit résolument le modèle de concertation.

Parce que l'expérience française a appris qu'imposer des assainissements durs contre la population et les organisations socio-économiques professionnelles est très difficile.» (3) Ainsi, le choix des directions

syndicales est clairement posé. Soit ils acceptent de devenir le bouclier du gouvernement et des capitalistes contre la résistance des travailleurs. C'est la voie de la soumission, qui mènera à la catastrophe sociale. Soit ils se libèrent de votre pression étouffante et placent leur confiance dans les masses. Les cheminots opteront résolument pour la voie de la résistance et exigeront de leurs dirigeants de faire de même. Le PTB se battra avec eux. Il est la seule force politique qui présente aujourd'hui aux cheminots une alternative pour la lutte directe et un projet de société réellement socialiste. Il les informe et met son organisation au service de leur lutte. C'est la raison pour laquelle de plus en plus de cheminots ont décidé de rejoindre ses rangs. D'autres suivront.

1. Le Soir, 2 février 1996. 2. Bulletin de la Société Générale de Banque n°341 juillet-août 1993. 3. De Standaard, 2 février 1996.



# La révolte contre Onkelinx

## Vers la grève au finish dans tout l'enseignement

**Le PS de Laurette Onkelinx veut rationaliser l'enseignement et l'adapter aux attentes du patronat dans une société en crise. Mais c'est compter sans la détermination des profs. Un nouveau mouvement enseignant est né, qui promet déjà d'atteindre une ampleur sans précédent. Et cette fois, la lutte déborde la frontière linguistique.**

Jeanine Tips et Georges Moreau

Après l'annonce d'une nouvelle réduction du nombre de périodes-professeurs auxquelles une école a droit (NTPP) et des 3.000 pertes d'emplois que cela va provoquer dans l'enseignement secondaire, la révolte a éclaté. Quelques écoles bruxelloises sont immédiatement parties en grève et le mouvement s'est étendu comme une traînée de poudre. Jeudi dernier, la grève était quasiment générale dans l'enseignement secondaire. Cette attaque est vraiment la goutte qui a fait déborder le vase. Entre 1994 et 1997, l'école secondaire aura perdu 7.850 emplois, soit 18 % de ses effectifs. (1)

### Conséquences désastreuses pour les élèves et les profs

Les conséquences du plan sont désastreuses. Et pas seulement pour les 3.000 jeunes enseignants directement visés. Dans chaque école, les options les moins fréquentées devront être supprimées. Les élèves qui désirent suivre ces cours devront changer d'établissement et se rendre peut-être dans une école beaucoup plus éloignée. Par endroits, la réduction du NTPP va provoquer un effet boule de neige : des options



Une première depuis la communautarisation : à Bruxelles le 28 février, profs et étudiants flamands, francophones et germanophones manifesteront ensemble pour le refinancement de l'enseignement. Les délégations de parents et de syndicalistes de tous les secteurs sont vivement attendues.

devront fermer, ce qui provoquera des pertes d'élèves, d'où une nouvelle réduction d'emplois, de nouvelles fermetures d'options, etc. Au bout du compte, les petites écoles devront disparaître. Seuls les établissements comptant un grand nombre d'élèves dans une même filière d'enseignement pourront subsister. Cette spécialisation renforcera dramatiquement le fossé entre l'enseignement général et l'enseignement technique ou professionnel. Les écoles d'enseignement général, auront des taux d'encadrement tellement faibles que seuls les élèves fortement soutenus à domicile pourront encore réussir. Les autres seront rapidement orientés vers des écoles spécialisées dans le technique ou le professionnel. Ici, on projette déjà de réduire la formation générale, au profit de formations en entreprise. Dans tous les niveaux et types d'enseignement, la taille moyenne des classes va fortement augmenter. Onkelinx nie qu'il y aura des «classes surpeuplées». Mais les maxima qu'elle avance pour l'enseignement de la Communauté font déjà

frémir : 24 élèves par classe aux 1er et 2e degré de l'enseignement de transition ainsi qu'au 3e degré du professionnel; 30 élèves par classe au 3e degré général. (2) Onkelinx affirme aussi que c'est la dernière attaque contre l'enseignement général. Vraiment ? Deux chercheurs de l'IRES (UCL), dont François Martou, président du MOC, viennent pourtant de démontrer que, si la Communauté française veut atteindre l'équilibre budgétaire avant l'an 2000, il faut qu'elle ait supprimé 11.631 charges complètes dans l'enseignement secondaire entre 1993 et 1999 (3). Avec les dernières mesures Onkelinx, on est à 7.850 postes liquidés. Il en reste donc encore environ 4.000 à supprimer. Onkelinx ment-elle ? Pas tout à fait. Quand elle affirme qu'elle ne touchera plus à l'emploi du secondaire, elle dit la vérité. Son projet est en effet d'accorder aux écoles une large autonomie (comme Van den Bossche est en train de le faire en Flandre). Ce n'est pas elle qui supprimera les derniers 4.000 emplois, ce seront les directeurs eux-mêmes, contraints

par leur enveloppe budgétaire.

### Onkelinx sur les traces de Delaunois

Certains pensaient peut-être que la "douce" Laurette, membre du parti "socialiste" serait plus coulante que son collègue Grafé (PSC). Encore une illusion qui s'envole. La dame de fer de la Communauté française, est déterminée à aller de l'avant. Elle n'accepte de négociation qu'à la condition que les syndicats acceptent par avance les mesures d'austérité et le carcan budgétaire du plan d'économies pluriannuelles. Au fond, Onkelinx ne fait qu'appliquer la politique dictée par le grand capital. En novembre dernier, Philippe Delaunois réclamait «une urgente et profonde restructuration de l'enseignement secondaire», tout en refusant toute idée de refinancement (4). C'était compter sans la capacité de riposte des enseignants. Pour la CGSP, «seule une action dure et de longue haleine impliquant tous les niveaux et tous les réseaux est

susceptible de faire pression sur les décideurs politiques» (5). Position appuyée par la centrale chrétienne de l'enseignement.

Onkelinx a cru pouvoir affirmer que les enseignants ne se soucient que de leurs emplois et pas des élèves. Robert Manchon (CGSP-Bruxelles) réplique : «La situation est déjà à la limite de l'ingérable et on court vers un volcan social. C'est pourquoi les profs défendent leur beefsteak mais aussi l'outil.» (6) Contre Onkelinx, les profs se battent pour leur emploi et pour l'avenir de la jeunesse. Contre Onkelinx, ils refusent le démantèlement des acquis de la démocratisation de l'enseignement. Et des milliers de jeunes l'ont déjà compris, notamment à Bruxelles et à Liège, où les lycéens sont descendus en rue pour soutenir la grève de leurs professeurs.

1. Le Soir, 7 février 1996. 2. Le Soir, 10 février 1996. 3. Reflets et perspectives de la vie économique, septembre 1995. 4. Tendances, 2 novembre 1995. 5. Le Journal, 9 février 1996. 6. Le Journal, 7 février 1996

## 28 février : une date historique

### Première manifestation commune des enseignants flamands et francophones

Jeanine Tips et Georges Moreau

Beaucoup de syndicalistes estiment que le moment est venu de mener une grève très forte et de longue durée. A Liège, Charleroi et Bruxelles, les profs partent en grève toute la semaine. Le PTB soutient l'avis de beaucoup d'enseignants qui pensent que seule une grève générale au finish permettra d'obtenir le retrait du décret et d'arracher le refinancement de l'enseignement. Le mot d'ordre du refinancement de tout l'enseignement est essentiel car, lui seul, permet de

répondre aux besoins urgents. C'est un mot d'ordre mobilisateur et unificateur pour tous les réseaux, tous les niveaux et toutes les communautés. Il permet aussi d'unir élèves, enseignants et parents. Car le combat pour l'enseignement doit aussi être celui de tous les travailleurs. Le PTB appelle les parents et les syndicalistes de tous les secteurs à envoyer des délégations aux manifestations des professeurs, à organiser des actions de soutien dans les entreprises et à envoyer des motions de solidarité aux étudiants et aux enseignants.

### Un combat de tous les travailleurs

La lutte des enseignants porte des coups sérieux à la politique fédéraliste du Parti socialiste. La communautarisation de l'enseignement fut une manoeuvre pour imposer l'austérité à l'enseignement, tout en divisant les profs du Nord et du Sud, afin d'empêcher une résistance commune. Mais chez les professeurs, flamands et francophones, on commence à voir que, malgré la communautarisation, c'est bien la même politique

qui est menée dans les deux communautés. Van den Bossche vient de décréter le blocage complet des nominations dans l'enseignement secondaire. Les profs néerlandophones passent à l'action.

Des manifestations régionales ont eu lieu la semaine dernière. Des actions de sensibilisation de l'opinion publique sont programmées cette semaine. Après les congés de Carnaval, le 28 février, les syndicats flamands ont programmé une manifestation à Bruxelles. Le front commun syndical francophone ainsi que la FEF viennent de

décider de rallier cette manifestation. Le 28 février est d'ores et déjà une date historique. Pour la première fois depuis la communautarisation, les enseignants de toutes les communautés seront ensemble dans la rue. A ce moment-là, les profs francophones pourront entamer avec leurs camarades flamands un vaste mouvement de grève pour le refinancement de l'enseignement.

Mercredi il y aura une manifestation à Gand, le fief du ministre Van den Bossche (14h St Pietersplein). Envoyez des délégations !

# Reynolds liquide 500 emplois en Belgique

La faillite, une stratégie de la multinationale américaine

Les cinq cents travailleurs de Reynolds Aleurope occupent l'usine de Ghlin, près de Mons, depuis le 9 février. Ils avaient démarré la grève le 5 à l'annonce de la menace de faillite. Les deux autres sièges de Reynolds en Belgique les ont rejoint. Leur but est de sauver le maximum d'emploi et d'arracher un volet social valable si la reprise implique des licenciements.

Louis Derzé

En soutien à leurs collègues d'Aleurope, les travailleurs des deux autres sièges de la multinationale américaine Reynolds en Belgique occupent les entreprises de Strombeek-Bever, au nord de Bruxelles, et de Grâce-Hollogne, près de Liège.

"Face à la concurrence, vous devez fournir la meilleure qualité, sinon Reynolds Ghlin perdra des parts de marchés." C'est à peu près le langage que tient le patronat de Reynolds aux ouvriers. Depuis deux ans, ceux-ci subissent une exploitation accrue. La maîtrise tente de leur faire croire qu'ils peuvent combattre la crise du secteur en jouant le jeu de la concurrence. Pourtant, les commandes diminuent et un chômage économique de deux, trois, parfois quatre jours par semaine leur est infligé.

La crise n'a pas quitté le secteur depuis 1994, malgré l'augmentation de capital de 500 millions, dont 250 investis par la Région Wallonne. La multinationale américaine Reynolds, le troisième géant mondial de l'aluminium a choisi de concentrer sa production européenne de profilés en alu dans quatre de ses cinq filiales. La filiale



Les travailleurs du siège de Reynolds à Strombeek-Bever (Brabant) occupent l'entreprise, tout comme ceux d'Aleurope (Ghlin) et de Grâce-Hollogne. Ils ont "décoré" les bâtiments de rubans d'aluminium.

belge est sacrifiée sur l'autel de la compétitivité.

## Maintien de tous les emplois

Aujourd'hui pour défendre les 500 emplois, il faut rompre avec la logique capitaliste. «Dès le dépôt du bilan, les 500 emplois étaient perdus», affirment certains ouvriers, qui veulent cependant construire un rapport de force pour obtenir le réengagement d'un maximum de travailleurs et un volet social digne pour les excédentaires. Leur volonté de lutte s'est traduite par l'occupation de l'usine.

Mais ne faut-il pas refuser la faillite ? La reprise de l'usine de Ghlin après faillite permettrait à un éventuel repreneur de dégrader les conditions de travail à Ghlin, mais aussi dans les autres sièges. Éliminer des forces de travail est un moyen pour le patronat de faire pression sur les salaires et les

condition de travail de ceux qui restent. Les capitalistes essayent d'entraîner les travailleurs dans une spirale vers le bas. Ce sont pourtant eux qui détruisent l'emploi.

## Faillite frauduleuse

Les travailleurs estiment à juste titre cette faillite frauduleuse. Réclamer le maintien des 500 emplois n'est que justice. Pourquoi ne pas interjeter appel ?

Les travailleurs de Boel Tamise ont interjeté appel contre la faillite des chantiers navals et ont gagné ainsi 190 jours de répit. Ils ont pu résister 190 jours contre le dictat du capitaliste. Leur résistance ne leur a pas permis de rouvrir le chantier, mais leur licenciement a été reporté de 190 jours et les conditions de départ se sont réellement améliorées.

Aux Forges de Clabecq, la grève de 1992 a empêché l'application du plan-Dessy visant la liquidation de la phase liquide avec suppression

de 900 emplois. Le plan-Dessy aurait été le prélude de la fermeture complète. C'est la fermeté de la lutte qui a effrayé les actionnaires, ils n'ont pas osé déposer le bilan.

## L'occupation peut internationaliser le conflit

Il n'est pas exclu qu'en bradant les salaires et les conditions de travail, en laissant au chômage plus que la moitié du personnel, la boîte tournera encore quelques mois ou années. Mais sur base de ces concessions, la multinationale peut attaquer les ouvriers des autres sièges en Belgique ou à l'étranger.

L'usine de Ghlin compte des travailleurs de plus de sept nationalités, autant de possibilités de rentrer en contact avec les travailleurs des autres sièges au-delà des frontières.

Le groupe Reynolds a réalisé 3,6 milliards de francs de bénéfices au

niveau mondial. Il peut payer le découvert d'un milliard à Ghlin. La lutte pour le maintien de tous les emplois peut aussi susciter la solidarité interprofessionnelle dans la région de Mons-Borinage et bien au-delà du Hainaut. L'occupation d'Aleurope et des deux autres sièges de Reynolds gêne terriblement les autres capitalistes.

Dans l'usine Daiko, voisine d'Aleurope, on négocie le licenciement de 98 travailleurs. A AKZO, dans le même zoning, 100 emplois sont en danger. Dans la région du Borinage, le taux de chômage est de 34 % de la population active. Cette situation est explosive. Collignon et Di Rupo ne savent pas sur quel pied danser pour supplier les travailleurs et les organisations syndicales de Reynolds d'être "responsable".

Etre responsable, c'est exiger le maintien de tous les emplois. C'est faire condamner Reynolds pour faillite frauduleuse et hold-up social.

# 78 % des ouvriers de GM rejettent le projet de CCT

Après un résultat historique, les syndicats ont introduit un préavis de grève

Joris Van Gorp

78 % des ouvriers de General Motors à Anvers ont voté contre le projet d'une nouvelle convention collective de travail (CCT) et se sont exprimés en faveur du dépôt d'un préavis de grève. Le projet de CCT portait sur trois ans. Il prévoyait une extension du travail du samedi. Chaque équipe aurait dû travailler deux samedi supplé-

mentaires par an. Maintenant déjà, les ouvriers de GM doivent travailler dix heures, un samedi sur trois. En outre, la CCT prévoyait une augmentation salariale de 7 francs par heure à partir de janvier 1998 ainsi qu'une réduction de la prime de fin d'année à partir de la troisième période de maladie. Dans les faits, la garantie de la sécurité d'emploi était réduite à néant. Après ce refus massif, les

syndicats ont introduit un préavis de grève pour le 19 février.

Les ouvriers de GM ne veulent rien savoir d'une augmentation des samedis de travail. A la chaîne, les conditions de travail sont insupportables et partout, il manque des effectifs. «Le stress devient de plus en plus grave», écrit un ouvrier de GM sur un formulaire du Référendum des travailleurs, du PTB. Il

poursuit : «Dans notre section, il manque environ dix hommes. Ces trous sont bouchés par des "volontaires aux heures supplémentaires". S'ils n'y en a pas, les cadences augmentent. Nous devons faire tout le travail. Mon collègue a dit un jour : "On se croirait à Buchenwald" (un camp de concentration des nazis). Les patrons sont partout en train de voir si vous travaillez assez vite. Si

vous buvez le café, ils viennent demander : "Alors, on n'a plus envie ?" Tout le monde en a marre.» L'insécurité croissante de l'emploi est un grand facteur d'inquiétude. GM prévoit dans son Business Plan qu'il ne restera plus en 1998 que 5.000 des 7.200 travailleurs actuels. Un dégraissage que GM veut surtout réaliser par la généralisation de la sous-traitance.

# Alerte, l'amnistie progresse !

Après Laplasse : la porte ouverte à la réhabilitation du rexiste José Streeel

**Il est une légende à laquelle il faut impérativement tordre le cou : celle d'une Flandre majoritairement collaboratrice et d'une Wallonie majoritairement résistante.**

Juliette Broder

Pourtant, l'ensemble des dossiers retenus par la Justice à la Libération se répartit comme suit : Flandre : 53,31 %, Wallonie : 27,48 %, Bruxelles : 14,68 %, cantons de l'Est : 4,51 %

La collaboration fut donc bien un problème belge et non uniquement flamand. Mais quels qu'en soient les formes et les motifs, elle a, en tous lieux et toutes circonstances, eu comme trait d'union le nazisme. Cela reste vrai aujourd'hui pour les ex-collabos comme pour leurs héritiers. Légende aussi que l'amnistie réclamée à cor et à cri pour les collaborateurs flamands ne pourrait atteindre la partie francophone du pays.

## Le collaborateur José Streeel, premier sur la liste des francophones à réhabiliter?

Le 30 mars 1984, l'ancien président de la Volksunie (passé depuis au VLD) Jaak Gabriels, exigeait officiellement du vice-premier ministre «d'ouvrir une enquête sur l'exécution de personnes condamnées à mort sans procédure honnête telles : Irma Laplasse, Borms, Vindevogel, Brouns, de Keyter, Engelen et José Streeel». Gabriels laisse tomber la défense du nationalisme flamand pur et dur quand il s'agit de défendre des nazis francophones tels José Streeel.

Fin 1994, le Front de l'Indépendance (FI) tirait la sonnette d'alarme : «En Wallonie et à Bruxelles, la droite commence à se remuer en ce qui concerne l'effacement des dettes de la collaboration avec l'occupant nazi. Ici aussi, l'extrême droite tente, tout comme dans le cas

Laplasse, de faire envisager l'amnistie». Et de poser la question : «José Streeel pourrait-il devenir, en Wallonie, le bouc émissaire de la prétendue répression sauvage et, comme Irma Laplasse, ouvrir la porte à l'amnistie ?» Le FI écrivait ceci après la parution d'une biographie de Streeel ("De l'action catholique à la collaboration"), par Jean-Marie Delaunois qui fit ses études à Louvain-la-Neuve. Biographie saluée avec enthousiasme par Manu Ruys dans le Nieuwsblad (18 juin 93) sous le titre "Le passé est-il mort?"

## Qui est donc José Streeel?

Elevé dans le milieu catholique ouvrier du bassin industriel liégeois, il obtint un doctorat en philosophie et lettres à l'Université de Liège. Il rencontra Degrelle pour la première fois en 1930 et fut un des fondateurs de Rex. Il en devint vite l'idéologue, restant fidèle au fascisme quand Degrelle s'acquina officiellement avec les occupants nazis.

Streeel fut responsable, sous l'occupation, du service politique de Rex et rédacteur en chef de son journal "Le Pays Réel". En 1943, il devint rédacteur au Soir, torchon dans lequel il publiait dès 1941. En outre, dès 1942, on pouvait l'entendre vociférer sur Radio-Bruxelles, nid de traîtres au service de l'occupant. Enfui en septembre 44, dans les bagages de l'armée allemande, il rentra clandestinement en Belgique en 45 et fut arrêté. Le Conseil de guerre le condamna à mort et il fut exécuté le 21 février 46.

C'est donc cet idéologue du rexisme que Gabriels, Delaunois et consorts voudraient qu'on réhabilite. Tels un Van Isacker pour Irma Laplasse, c'est la tâche que se sont fixée Gabriels, Delaunois et ils ne sont pas les seuls !

En réalité, les nazis n'ont pas eu de meilleurs relais, dans la partie francophone du pays, que Degrelle et Streeel. Trois faits, parmi tant d'autres, vous édifieront quant au personnage soi-disant injustement condamné.

## Recruteur à gages de la Waffen SS et organisateur d'un Etat belge à la solde de Rex

L'historien anglais Martin Conway a étudié les activités de Rex durant les années de guerre. Pour lui, Streeel est un "modéré". Cette "modération", jugez-la plutôt. Conway : «Instantanément, des hommes comme José Streeel affichent leur soutien à la cause nazie, proclamant que la guerre n'est plus un simple conflit entre les Etats-Nations, mais une lutte



26 avril 1942. La jeunesse rexiste visite une exposition "à la grandeur de l'Allemagne".

apocalyptique entre les forces de la lumière et celles de la nuit. Dorénavant, il n'y a plus que deux vainqueurs possibles, le bolchevisme ou l'Allemagne nazie. Si le premier devait l'emporter, l'Europe tomberait dans une anarchie épouvantable. Il est donc impératif, pour tous les Belges, de comprendre que leur avenir est inextricablement lié à la victoire des armées allemandes à l'Est.» (1) Conway se base sur les articles de Streeel dans "Le Pays Réel". A travers tous ses écrits, Streeel se fera, jusqu'à la fin, le recruteur à gages des volontaires de la Légion Wallonie, bientôt incorporés dans la Waffen SS. Lesquels, sous la bannière du vieux slogan "Rex ou Moscou", iront se battre sur le front de l'Est.

Dès septembre 1941, Streeel aura une priorité absolue : infiltrer les rexistes dans les rouages administratifs jusqu'aux Secrétariats généraux qui se sont substitués au gouvernement de 1940. Aucune fonction publique n'échappera à l'attention du chef du service politique de Rex. Jusqu'aux enseignants. Tous doivent - avant leur nomination - jurer fidélité à Rex. Mais Streeel et ses services s'intéressent surtout à infiltrer la police, la gendarmerie et le système judiciaire. (2) Conway souligne que cette mainmise de Rex est due à Streeel.

## Organisateur de la dénonciation aux nazis

En 1942, l'occupant introduit le Travail Obligatoire en Allemagne à

grande échelle. Vague d'attentats de la Résistance, soutenue par la population, contre les rexistes. Cela pose à Streeel un dilemme : collaborer plus étroitement ou se retirer ?

Son choix est vite fait. Dans une circulaire aux cercles rexistes du 21 octobre 42, les dirigeants rexistes écrivent, à propos des diktats nazis sur le Travail Obligatoire : «En nationaux-socialistes, nous collaborerons à fond pour la réussite de cette ordonnance.» (3) Dans "Le Pays Réel" dirigé par Streeel, on lit : «La conscription (4) est essentielle pour assurer la victoire du national-socialisme.» Ce soutien aux occupants n'a rien de symbolique. Dans sa circulaire citée, la direction de Rex ordonne de récolter des informations concernant «tous les éléments asociaux, trafiquants, fils de famille sans occupation régulière, susceptibles d'être envoyés en Allemagne». Des listes sont transmises à l'administration allemande. Conway souligne (5) que la définition d'éléments asociaux inclut rapidement tous ceux soupçonnés d'être opposés à Rex. Deux directives de Streeel, en 1942, le prouvent : «Il s'agirait de nous fournir (6) une liste de professeurs de votre localité, ainsi que certains renseignements confidentiels sur leurs opinions et leurs activités.» La seconde mérite d'être plus longuement citée : «Il s'avère de plus en plus nécessaire qu'il puisse être constitué à l'État major du mouvement, "Service politique", un fichier donnant toute information utiles sur les éléments : 1) communistes notoires; 2) suspects dont les attaches communistes ne peuvent pas être définies; 3) militaires de

carrière. (...) Prière de faire un tableau pour chacune des rubriques précitées en spécifiant pour chaque individu nom, prénoms, adresse précise, âge approximatif et, dans une dernière colonne, Observations, portant en 3 ou 4 mots l'appréciation sur le degré de danger que présente l'individu signalé.»

Streeel, ce "collabo si modéré", ne s'en tient pas là. Les rexistes traqués de toutes parts, affolés par les attentats de la Résistance et la haine ouverte de la population, commencent à fuir réunions et meetings. Pour les protéger, Streeel propose de créer, au sein des polices belges que Rex contrôle, des unités spéciales chargées d'enquêter sur les attentats dont sont victimes les rexistes et de dénoncer leurs auteurs ou soutiens. Pendant ce temps, son acolyte à la direction de Rex, le sinistre Matthys, tristement célèbre pour avoir dirigé la tuerie de Courcelles, fait démarche sur démarche auprès des autorités allemandes pour que celles-ci exercent des représailles sévères contre la population civile. Il sera écouté : des dizaines d'otages seront emprisonnés, certains fusillés.

En 1946, justice a été rendue, Streeel a payé car s'il n'a pas directement assassiné, il a appelé au crime et dirigé le crime. Ses mains ont trempé dans le sang des patriotes belges comme dans celui des patriotes russes.

(1) Martin Conway, Degrelle, Les années de collaboration 1940-1944 : Le rexisme en Belgique, p.104. (2) op.cit., p.156 à 160. (3) op.cit., p.180. (4) c'est-à-dire le Travail Obligatoire. (5) Conway, op.cit., p.180. (6) au Service Politique.

## Sort ce jour



L'édition française du livre de Johan Anthierens "Les liaisons dangereuses d'Irma Laplasse et de la Flandre". Beaucoup de grincements de dents dans le nord du pays... Disponible à la Librairie Internationale, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles. 598 frs + 58 frs de port

## Théâtre, chant et arts plastiques avec la section culture du PTB

Françoise Thirionet

La propagande du PTB doit avant tout affronter et contrer des représentations médiatiques agressives et manipulatoires. La forme qu'elle revêt est plus importante que jamais. Elle doit accrocher l'attention, frapper l'imagination, toucher les sentiments et éveiller la combativité des travailleurs. La section culture du PTB lance des ateliers ouverts aux artistes, jeunes et travailleurs qui veulent mettre leurs dons artistiques au service du peuple.

L'avez-vous vu ? Ce fantôme tant craint par la bourgeoisie a réapparu dans les rues... Le beau portrait de Marx était porté avec enthousiasme à la manifestation des sidérurgistes de Clabecq le 3 février. Tout comme au rassemblement des services publics du 13 décembre. Et même à Paris, à la dernière grande manifestation. Tout les journaux en ont parlé : La Libre Belgique, Le Soir, De Morgen, Vers l'Avenir, De Standaard et même Le Monde... Impossible de le rater. Marx était chez lui : au sein de la lutte de classes. C'est une création d'Imago, un atelier de la section culture du PTB. L'art au service du peuple, au service de la lutte. Le PTB veut ainsi faire connaître son programme anticapitaliste, propager ses idées parmi les masses. Transmettre une nouvelle esthétique.

### Préparer la fête du 1er mai

La section culture du PTB invite tous ceux qui aiment chanter, faire de la musique, jouer et improviser, écrire, dessiner, peindre, sculpter, bricoler, créer de leurs mains et de leurs corps, à rejoindre ses ateliers. Utilisez vos dons pour soutenir les luttes, animer les manifestations, intervenir dans les rues et les quartiers, dans les fêtes et les meetings. Chacun apprendra de l'autre, et avec beaucoup de

plaisir et de créativité. Le premier objectif est de travailler ensemble dans un projet interdisciplinaire : préparer pour la fête du premier mai un décor et un spectacle qu'on ne sera pas prêt d'oublier ! Les ateliers sont hebdomadaires. Dans un premier temps nous commençons avec des ateliers nationaux. Le but est bien sûr de développer au plus vite des groupes régionaux.

### Imago : atelier de plasticiens

Imago est un collectif d'ouvriers, d'étudiants et d'artistes plasticiens qui

réalise des calicots (dessins, peintures ou textes simplement) pour les manifs, mais aussi les décors lors de fêtes, d'activités de solidarité, etc.... Le calicot de Marx, tout comme la fresque qui décorait la fête de solidarité avec Cuba, ou le décor de la fête d'Objectif 479.917 à Anvers, sont des réalisations d'Imago.

Imago démarre un atelier permanent, de recherche, de formation et de création. Afin de reprendre les traditions révolutionnaires des plasticiens du passé, mais aussi de les développer de manière contemporaine. S'inspirer des réalisations d'Afrique, d'Amérique latine par exemple. En Haïti,



Zchapo, Théât Zanzibar et Imago, à l'action ensemble sur les marches de la Bourse à Bruxelles, lors de la manifestation des services publics.

# Que l'art descende



Une contribution artistique remarquable à Solidaire : l'illustration de la une réalisée par le sculpteur Mark Jambers pour le n°43 du 8 novembre sur le thème "Carrément pour l'Afrique en lutte".

existe un mouvement de peintres de quartier très dynamique. Des peintres

mexicains du sud-ouest des États-Unis ont développé un art pictural mural et monumental de protestation dans la tradition de Siqueiros.

### Théât Zanzibar : le public est dans la rue

Théât Zanzibar a démarré cet automne avec un groupe de jeunes du Mouvement Marxiste-Léniniste (MML) à Bruxelles. Il a présenté une intervention théâtrale durant la manifestation des services publics du 13 décembre. A travers la préparation de cette intervention de rue, les jeunes ont discuté du rôle de la gendarmerie, de l'Etat. Si on veut un enseignement pour tous et de qualité, il faut faire payer les riches. Ces discussions ont donné des éléments pour la forme artistique de

l'intervention mais aussi la force et la conviction de l'intervention même.

Aujourd'hui, l'atelier prépare d'autres créations. Il veut rechercher les formes du théâtre d'agit-prop du passé, mais aussi innover. Le théâtre d'agit-prop est certainement celui qui utilise le plus de techniques différentes : cirque, commedia d'el arte, masques, marionnettes, chœurs chantés ou parlés, gymnastique, acrobatie, etc. La troupe du *Théât Zanzibar*, en fonction de chaque projet cherche, discute et développe des formes qui servent au mieux l'objectif de l'intervention et son cadre d'action.

*Théât Zanzibar* est ouvert à tous : étudiants, lycéens, travailleurs, et bien sûr comédiens et écrivains qui apportent leur professionnalisme, leur technique, leur savoir faire.

## Solidaire plus populaire : le langage de l'image

«Pourquoi si peu de belles photos dans Solidaire ?», demande un ouvrier abonné. «Une bonne photo, une caricature, cela permet de faire passer directement un message», remarque une enseignante. Très juste. La rédaction veut améliorer Solidaire, le rendre agréable à lire, plus populaire. Cela signifie plus de bonnes photos, des dessins, une bonne mise en page. Les images (photos, dessins, caricatures) ont leur

langage propre, elles communiquent des émotions, des sensations, des idées. Elles peuvent donner un autre éclairage sur la réalité, faire ressortir les contradictions. L'image a une place prépondérante aujourd'hui dans la communication de l'idéologie, dans la formation des esprits. A nous de les utiliser, pour faire apparaître le monde tel qu'il est vraiment, derrière le discours mensonger.

### Photographes, dessinateurs, illustrateurs, à vos outils !

Une équipe photo réalise le développement et le tirage à la rédaction de Solidaire. Elle est en relation avec des photographes professionnels, comme en témoigne le récent reportage sur la Yougoslavie dans le n°3. Mais la section culture veut aussi encourager les photo-

graphes de terrain, au coeur de l'action, au piquet de grève, dans les manifestations, les quartiers ou à la porte de l'usine et leur donner une formation pour améliorer la qualité des photos. Solidaire a aussi besoin de photos sur la misère, l'exploitation, les conditions de travail, le chômage, les écoles, la pollution, la vie dans les quartiers, etc. Les illustrateurs et caricaturistes peuvent travailler en

fonction de tel ou tel article. Mais ils peuvent aussi préparer des illustrations sur des thèmes comme la compétitivité, l'argent des riches, l'exploitation, les rapports Nord-Sud, l'Europe, le racisme, le nationalisme, la répression, le rôle des médias. Une foule de sujets où un bon dessin porte parfois mieux qu'un long discours ! Pour la mise en page, Solidaire a surtout besoin de spécialistes qui connaissent

la mise en page et le graphisme sur ordinateur. Sans oublier la "Une", la première page du journal, qui accroche le lecteur ou l'acheteur potentiel. Elle peut prendre la forme d'un dessin, d'une affiche, d'une photo...

Vous avez des compétences dans un de ces domaines ? Ou simplement l'envie d'apprendre à faire des photos de votre quartier, de votre école ou votre usine ? Contactez la rédaction.

# le dans la rue !



La grande peinture représentant Karl Marx était parmi les manifestants des Forges de Clabecq, des services publics et même à Paris, comme sur cette photo. Une création d'Imago, atelier de la section culture du PTB.

## Zchapo chante la grève

«Je suis allé en voyage aux Philippines en 1995, explique Stijn, l'animateur de l'atelier. Comme je suis musicien et percussionniste, je me suis plus particulièrement intéressé aux formes de chant et de musique populaire. C'est ainsi que j'ai découvert qu'il existe aux Philippines des groupes régionaux de chanteurs "d'intervention". Il s'agit d'ouvriers et d'ouvrières, qui après leur travail, vont chanter de piquets en piquets de grève. Il y a énormément de luttes et ces chanteurs sont liés au syndicat KMU. Par leurs chants, ils stimulent l'ardeur combative et organisent la solidarité entre les diverses entreprises en grève. J'ai été très enthousiasmé et touché par le courage, la ténacité de ces "chanteurs du peuple". De là est venue l'idée d'un atelier où des chanteurs professionnels et amateurs peuvent, après quelques répétitions, soutenir les luttes dans leur région. Nous travaillerons des airs traditionnels mais aussi des créations en rapport avec la vie des gens, les événements sociaux et l'actualité. Dans la grève de Boël à La Louvière par exemple, on a inventé des paroles sur l'air bien connu de Bandera. Les musiciens et leurs instruments sont évidemment les bienvenus.»

\* Zchapo : Zangers/Chateurs aan de poort/au piquet.

## Bertolt Brecht, pour un art populaire

A la recherche d'une nouvelle esthétique

Brecht s'est beaucoup préoccupé de la place de l'artiste dans la société et de son engagement. Dans un recueil de textes rédigés en exil entre 1937 et 1941 ("Sur le réalisme"), il se prononce sur le contenu et la forme d'un art "populaire".

«D'abord nous devons nous souvenir que ce peuple a été très longtemps empêché par des institutions puissantes de se développer pleinement, qu'il a été bâillonné artificiellement et de force par des conventions, et que cette idée de "populaire" a gardé l'empreinte du statisme, de la privation d'histoire et d'évolution. Avec cette version de l'idée, nous n'avons rien à faire, plus exactement, nous avons à la combattre. (...) Notre "populaire" à nous a trait au peuple qui non seulement prend une part pleine et entière à l'évolution, mais la détermine, la force, en usurpe pour ainsi dire la direction. Nous pensons à un peuple qui fait l'histoire, qui transforme le monde et lui-même avec le monde. Nous pensons à un peuple militant, et donc à un



Berthold Brecht

sens militant du mot "populaire"... "Populaire" veut dire : compréhensible aux larges masses; adoptant et enrichissant leur mode d'expression, adoptant leur point de vue, le consolidant et le corrigeant; représentant la partie la plus avancée du peuple de telle sorte qu'il puisse accéder au pouvoir, c'est à dire dans des formes compréhensibles aux autres fractions du peuple, renouant avec les traditions et les continuant, transmettant à la partie du peuple qui aspire à la direction les conquêtes de celle qui assume cette direction actuellement... L'artiste y consacrera son imagination, son origina-

lité, son humour, sa puissance d'intervention. Tous ceux qui ne sont pas prisonniers de préjugés formels savent qu'il y a bien des manières de dire la vérité et bien des manières de la taire. Les ouvriers n'avaient pas peur de nous apprendre des choses, et ils n'avaient pas peur d'apprendre eux-mêmes. Si l'on avait besoin d'une esthétique, c'est là qu'on pouvait la trouver. Là où ils ont écrit, fait du théâtre eux-mêmes, les ouvriers étaient d'une originalité saisissante. Ce qu'on appelle l'Agit-prop, devant lequel on fait la petite bouche (mais ce ne sont pas les meilleures bouches), a été une mine de procédés artistiques et de moyens d'expression nouveaux.» Bertolt Brecht, Les arts et la révolution, p. 116-121.

Le prochain numéro d'Etudes Marxistes (n°28, février 1996, 200 FB) consacrera un dossier à Bertolt Brecht, dont le texte de Brecht "Cinq difficultés pour écrire la vérité", écrit en 1935. A commander à Inem, Rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles. Tél. 02/513.76.73.

## Aux côtés du peuple !

«Contre la montée de la barbarie il n'y a qu'un allié : le peuple, qui souffre tellement lui-même. Il n'y a que de lui qu'on puisse attendre

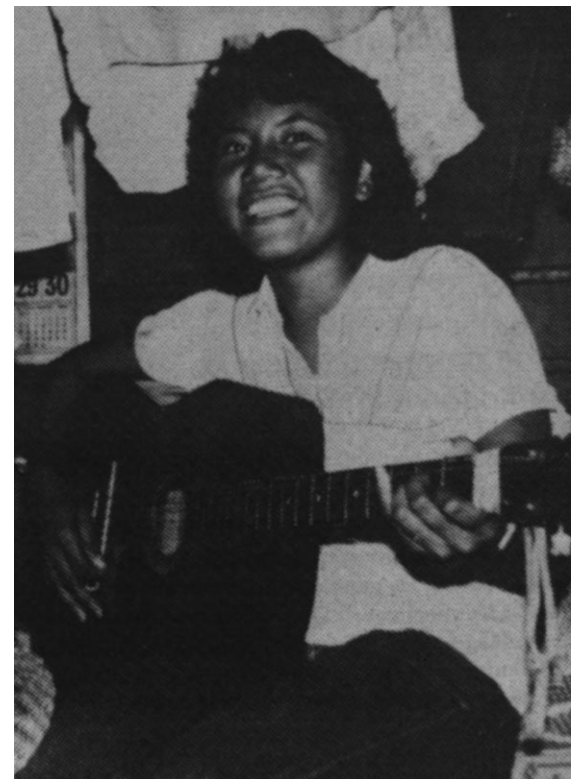
quelque chose. Il est donc naturel de se tourner vers lui et plus nécessaire que jamais de parler son langage.» Bertolt Brecht

## Qu'est-ce que le "réalisme"?

«Réaliste veut dire : qui dévoile la causalité complexe des rapports sociaux; qui dénonce les idées dominantes comme les idées de la classe dominante; qui écrit du point de vue de la classe qui tient prête les solutions les plus larges aux

difficultés les plus pressantes dans lesquelles se débat la société des hommes; qui souligne le moment de l'évolution en toute chose; qui est concret tout en facilitant le travail d'abstraction.»

Bertolt Brecht



Animation d'un piquet de grève aux Philippines. L'atelier "Zchapo" veut remettre à l'honneur cette tradition militante.

## Mille façons de collaborer avec la section Culture

Contacts :  
• *Imago*, atelier hebdomadaire à Bruxelles. Animateurs : Juan et Federico (laisser un message au 02/513.64.78)  
• Groupe *Zchapo*. Atelier hebdomadaire à Anvers. Atelier national à Bruxelles le troisième samedi du mois, de 19 à 21 h au

Centre International, Bd M Lemonnier 171 1000 Bruxelles. Animateur : Stijn (03/281.46.70)  
• *Théat Zanzibar*. Atelier hebdomadaire à Bruxelles. Animateur : Antonio (02/514.05.56)  
• Rédaction de *Solidaire*. Contact : Catherine Tél. : 02/513.66.26.

## Bon

à renvoyer au PTB - section culture, bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Tél. : 02/513.64.78.

Nom : Prénom :

Rue :

Code postal : Commune :

Téléphone :

Profession :

Je suis intéressé(e) par

- Imago  
 Théat Zanzibar;  
 le Groupe Octobre  
 Solidaire

# Contre la fascisation et la régression sociale : unité, égalité !

Tous à la grande manifestation d'Objectif le 24 mars

Le mouvement antiraciste réalise de plus en plus que "le pire" n'est pas encore passé parce que les partis fascistes n'ont récolté "que" 10% des voix aux élections législatives. Racisme et fascisme d'État n'ont jamais été aussi graves. Avant les élections, les dirigeants PS promettaient de "défendre la Sécurité sociale" et d'être "un rempart contre l'extrême droite". Mais ce gouvernementale appauvrit la population, diffuse des idées racistes et réprime davantage réfugiés et immigrés.

Résolution de la section Antiracisme du PTB

Aujourd'hui, les réfugiés sont enfermés dans des camps de concentration comme dans les années trente et déportés en C-130. Les skinheads revêtent aujourd'hui l'uniforme policier. Amnesty International dénonce les méthodes nazies de la police allemande. A Hambourg, la police enferme des Africains dans une cellule et y jette, "pour le plaisir", des bombes lacrymogènes. Cette même police organise le simulacre d'exécution d'un Africain pour jouir de la panique de l'homme. A Bruxelles, la police de Saint-Josse frappe la grand-mère Soughir au point de l'envoyer à l'hôpital et le commissaire de police de Schaerbeek s'avère être un (ancien?) membre d'une milice privée fasciste. La Ligne d'alarme contre la violence raciste a rassemblé cinquante autres dossiers relatifs à des interventions racistes et brutales de la police.

De plus en plus, on se rend compte que, comme en 1991, une nouvelle contre-offensive est nécessaire. Après le choc du 24 novembre 1991, Objectif a rassemblé en trois ans un million de signatures en faveur de l'égalité des droits. C'est le signe que de nombreux progressistes protestent contre la politique de déportation et les propositions de loi fasciste de Vande Lanotte en matière de politique d'asile. Le PTB soutient le mouvement en faveur du retrait de ces propositions de loi et exige l'ouverture des frontières. Tout

comme nous soutenons les actions contre la violence raciste ou contre le refus d'inscrire les immigrés dans certaines écoles. Toute victoire concrète encourage les immigrés et les antiracistes. Mais il est clair que les discriminations légales constituent la base de la propagation du cancer raciste dans la société. Toute lutte concrète sera beaucoup plus puissante si les immigrés bénéficient de l'égalité des droits. C'est pourquoi la revendication d'Objectif peut unifier et renforcer toutes les actions antiracistes.

Toute lutte concrète sera beaucoup plus puissante si les immigrés bénéficient de l'égalité des droits.

Nombreux sont ceux qui l'ont déjà compris. Les organisations de jeunes flamandes "Chiro" et "KAJ" mobilisent pour la manifestation du 24 mars parce qu'elles



La grève des mineurs de 1986 a clairement démontré que la bourgeoisie a terriblement peur de l'unité entre Belges et immigrés.

veulent s'opposer à l'accoutumance au racisme et au fascisme. La ligne d'Alarme contre la violence raciste mobilise les proches et les amis des victimes de la violence raciste. Frontières Ouvertes appelle tous les groupes d'action et de défense des réfugiés ainsi que les organisations de réfugiés à participer en bloc à la manifestation. Dans le mouvement ouvrier, on se rend compte de plus en plus que l'unité est nécessaire pour se défendre contre le délabrement social.

## La crise capitaliste mène au fascisme

La crise contraint la bourgeoisie de chaque pays européen à accroître l'exploitation et à accélérer le démantèlement des acquis sociaux. Plus aucun travailleur n'est sûr de

l'avenir. Le racisme sert à dévier l'opposition contre la véritable cause, la soif de profit du capital privé. Les hurlements de petits groupes néo-nazis impuissants d'hier sont aujourd'hui la politique gouvernementale. Avant que la crise économique éclate, tout détenteur d'un permis de travail pouvait s'installer en Belgique. Depuis le blocage de l'immigration en 1974, les nouveaux immigrés sont baptisés réfugiés économiques. En 1974, on a commencé à fermer les frontières aux travailleurs. En 1996, les frontières sont hermétiques et des camps de concentration pour réfugiés ont été ouverts. En 1974, de petits groupuscules fascistes criaient "immigrés dehors !" En 1996, le ministre socialiste Vande Lanotte se

propose de réaliser ce mot d'ordre du Vlaams Blok à raison de 15.000 expulsions par an. Pas étonnant qu'il ait ainsi mérité les félicitations des fascistes.

Avant, le Vlaams Blok hurlait : «400.000 chômeurs, pourquoi encore des immigrés ?» Aujourd'hui, le gouvernement tente de faire passer sa politique d'asile parmi les ouvriers en avançant qu'il y a assez de chômeurs. C'est sous le même prétexte que le blocage de l'immigration a été décrété en 1974 : «du travail pour les Belges d'abord». Ce ne sont pas les immigrés qui nous prennent notre travail mais les fermetures d'entreprises, les rationalisations, les délocalisations, l'accroissement du rythme de travail. C'est à cause de cela que l'armée des chômeurs avoisine le million. En 1994, 196.287 chômeurs ont été exclus ou suspendus ! (1) Quand le président du SP, Tobback, dit que «le salon est rempli», c'est pour orienter la colère du chômeur exclu contre le pauvre bougre du tiers monde. Tobback parle au nom des riches pour qui un chômeur ou un réfugié ne valent pas un sou. Face à cette classe, il y a la classe ouvrière et la solidarité internationale, sans frontières. La classe ouvrière accueille les nouveaux immigrés dans ses rangs, se bat contre les déportations et pour la régulation des clandestins. Il faut mettre fin à l'arrêt imposé à l'immigration et ouvrir les frontières.

## La fermeture des frontières accroît la privation de droits pour tous les immigrés et conduit à la terreur ouverte

Le gouvernement veut, «via les communes et les services de police, parvenir à un contrôle systématique assurant le départ

Les hurlements de petits groupes néo-nazis impuissants d'hier sont aujourd'hui la politique gouvernementale.

effectif des immigrés illégaux.» (2) Pour parvenir à déporter les immigrés, il faut organiser la chasse aux clandestins. Vande Lanotte veut expulser 15.000 réfugiés par an, soit 41 par jour. Les rafles dans les quartiers d'immigrés deviennent dès lors quotidiens. Comme ce 19 août 1995, où la police anversoise a contrôlé 200 Africains, dont 11 clandestins.

Les administrations sont invitées à engager davantage de moyens pour "dépister" tous les immigrés dont les papiers ne sont pas en règle pour l'une ou l'autre raison. Il en résulte que les victimes sont soumises à des mesures de plus en plus arbitraires. A la suite d'une erreur administrative de l'Office des étrangers, une famille burundaise a ainsi reçu l'ordre de quitter le pays, alors qu'elle résidait légalement en Belgique depuis huit ans. «Une exception», affirme Vande Lanotte. (3) Faux. Le Centre pour la lutte contre le racisme a reçu 644 plaintes de racisme entre le 1er janvier et le 1er octobre 1995. 20 % concernaient le statut de résidence et l'arbitraire qui prévaut à l'Office des étrangers. (4)

Le droit de résidence des immigrés est toujours subordonné à des conditions. Seuls les Belges bénéficient de la certitude de ne jamais être expulsés. Seule la naturalisation automatique accorde aux immigrés un droit de résidence définitif. L'obtention de ce droit renforcera leur position dans la résistance contre les rafles. Vande Lanotte aurait ainsi beaucoup plus de mal à exécuter ses plans de déportation.

Suite à la page 15

## Les immigrés sans droits utilisés pour démanteler les acquis sociaux

La bourgeoisie ouvre ou ferme les frontières aux ouvriers selon la conjoncture économique. Le patronat tente toujours d'utiliser les immigrés pour augmenter ses bénéfices, exercer des pressions sur les salaires et les conditions de travail et diviser la classe ouvrière. Cette stratégie patronale implique nécessairement que les immigrés soient privés de droits.

Entre 1946 et 1949, la Belgique a "importé" 77.000 mineurs italiens. Ouvrier non qualifié, un mineur italien touchait 191 francs par jour, alors que les ouvriers qualifiés, pratiquement tous belges, touchaient de 283 à 308 francs. (5) L'essentiel, explique le professeur Albert Martens, c'est que le patronat des mines est ainsi parvenu à comprimer les salaires et les conditions de travail pour tous les mineurs et à les diviser. (6) Le patronat y est parvenu parce que les Italiens étaient privés de droits, ce qui rendait la tenue de grèves d'autant plus difficile. «Celui qui refusait de descendre dans le puits était considéré comme présentant sa démission. Une centaine d'Italiens ont ainsi été livrés par convoi à la police des étrangers pour rupture de contrat. On les arrêtait, les enfermait dans la prison de leur arrondissement, avant de les regrouper et de les envoyer au Petit Château à Bruxelles dans l'attente de leur expulsion vers l'Italie.» (5) Les mineurs italiens étaient soumis à un chantage perpétuel et beaucoup avaient peur de résister.

Aujourd'hui aussi, les immigrés de la première et de la deuxième génération, privés de droits, sont un terrain de chasse privilégié. Ainsi à Bruxelles, le secteur du nettoyage, où les salaires sont extrêmement bas, emploie en majorité (90 %) des femmes turques. Elles gagnent un quart de ce touchent leurs collègues belges. Alors que dans les grandes entreprises du secteur automobile à Bruxelles, il y a moins de 5 % d'immigrés. La situation est bien différente dans les entreprises de sous-traitance qui travaillent pour le secteur automobile et où les conditions de travail et les salaires sont beaucoup moins favorables. (7)

Mais la première génération des immigrés vieillit. La bourgeoisie ne veut pas de nouveaux immigrés, mais l'intégration des jeunes issus de l'immigration dans le marché du travail. Cette politique est clairement indiquée dans le deuxième rapport du Commissariat royal à l'immigration : «La politique restrictive en matière d'acceptation (l'arrêt de l'immigration) ne pourra s'appliquer avec quelque chance de succès si du côté de la demande sur le marché de l'emploi la pression n'est pas trop forte. Il s'agit donc de mobiliser toutes les réserves de main d'oeuvre potentielles.» (8)

Aujourd'hui aussi, les immigrés de la première et de la deuxième génération, privés de droits, sont un terrain de chasse privilégié.

Les plus grandes réserves de main d'oeuvre sont les jeunes immigrés. Mark Grammens, collaborateur du journal patronal Tendances, explique où se situe le problème : «La deuxième génération de Marocains bruxellois refuse le travail qui lui est offert... et que ses parents a humblement accepté à l'époque.» (9) Le patronat voit beaucoup de potentialités dans les jeunes immigrés, à condition qu'ils travaillent dur et sans protester. C'est pourquoi il prive toujours la majorité des immigrés de droits, comme à l'époque les 70.000 mineurs italiens. La seule réponse à cette stratégie patronale est la solidarité de classe, la lutte commune de tous les travailleurs pour l'égalité totale des droits et pour l'amélioration des salaires et des conditions de travail pour tous. L'autre voie est celle du racisme, d'une classe ouvrière divisée et affaiblie. Elle conduit au démantèlement social et à



Un million de signatures en faveur de l'égalité des droits ont été rassemblées en trois ans par Objectif. La plus grande pétition du siècle ! Pour que cette revendication populaire devienne loi, rendez-vous à Bruxelles le 24 mars prochain. (photo : manifestation d'Objectif en mars 1995)

une exploitation accrue de tous les travailleurs, quelle que soit leur nationalité.

### L'absence de droits d'une partie des travailleurs affaiblit la lutte ouvrière

Dans le passé, les immigrés ont souvent été à l'avant-garde dans la lutte sociale. Aujourd'hui, les travailleurs belges et immigrés des Forges de Clabecq luttent ensemble pour le maintien de leur emploi. Mais la résistance des immigrés face à la répression est plus faible, parce qu'ils sont privés de droits. Les patrons en profitent depuis des années pour briser les grèves. Citons deux exemples historiques. Les travailleurs de Citroën à Forest ont mené des actions de grève contre les cadences inhumaines en 1969. Après une première grève, un ouvrier italien combatif est licencié. Mais le lendemain, il réapparaît à la porte de l'usine. La police l'embarque avec le déploiement de forces traditionnelles. Immédiatement, l'usine se remet en grève. Le bourgmestre Wielemans se rend sur place et menace tous les ouvriers immigrés d'expulsion. Il n'obtient aucun résultat. Ensuite la gendarmerie intervient brutalement et arrête 4 Belges et 63 immigrés. La grève est brisée.

La CSC et la FGTB parviennent tout de même à empêcher l'expulsion des immigrés. (10)

La grève des mineurs en 1986 démontre pourquoi la bourgeoisie a tellement peur de

l'unité entre Belges et immigrés. Les mineurs belges, italiens, marocains, turcs, espagnols, grecs étaient tous unis dans leur combat et défendaient inconditionnellement leurs délégués de nombreuses nationalités. La grève des mineurs a failli faire basculer le plan de Val Duchesse, le Plan global de l'époque.

Mais cette grève montre également que l'absence de droits des immigrés est exploitée par les patrons. La Ligue des droits de l'homme a dénoncé l'attitude de la gendarmerie qui intervenait de manière particulièrement brutale contre les mineurs de nationalité étrangère. Les gendarmes ont fait irruption dans les mosquées et les domiciles privés. De nombreux mineurs ont été menacés d'expulsion. (11) L'absence de droits des immigrés est un handicap dans chaque mouvement social. A l'heure où les luttes sociales ne feront que se multiplier, il

L'absence de droits des immigrés est un handicap dans chaque mouvement social.

est urgent d'obtenir l'égalité totale des droits politiques et sociaux pour les immigrés.

### La politique d'intégration officielle conduit au renforcement des contrôles policiers et de la répression

Hormis la fermeture des frontières, l'"intégration" des immigrés, c'est-à-dire l'acceptation obligatoire des normes capitalistes de notre société, constitue le deuxième pilier de la politique de l'intégration. Cette politique maintient les immigrés dans un statut de sans-droits, mais veut en même temps éviter les explosions sociales. Au début des années 90, tout un secteur de centres d'intégration et de maisons de jeunes a été mis sur pied. Cela n'a rien changé au chômage et au noyau du racisme : les discriminations légales.

Le gouvernement se rend compte de l'accroissement de la résistance. Dans la déclaration gouvernementale, il écrit : «Il faut créer pour les groupes non intégrés socialement surtout, des initiatives adaptées en matière de prévention et d'encadrement.» (12)

Au lieu de lui accorder les droits égaux, on augmente le contrôle policier à l'égard de la population immigrée. Le secteur de l'intégration est placé sous le contrôle de la police dans le cadre des contrats de sécurité. Ces contrats entre le ministre de l'Intérieur et les communes ont été lancés en 1992. Ils sont aujourd'hui un instrument central de la politique gouvernementale car la politique de l'intégration et de la sécurité s'y rejoignent. Le volet "préventif" prévoit entre autres des campagnes de recrutement par la police et la gendarmerie parmi les immigrés. Ces nouvelles recrues doivent assurer le calme et la tranquillité dans la commune, mais aussi servir d'antennes policières au sein de la population. Le volet "répressif" implique par ailleurs la modernisation et le renforcement de la police. Isabelle Poulet, criminologue de l'UCL, a effectué une étude sur ces contrats de sécurité. Elle écrit : «La plupart des exemples, y compris les exemples d'actions socio-préventives, mettent l'accent sur la surveillance sous différentes formes :

renforcement de la présence policière dans les espaces publics, encouragement du contrôle social informel par la population et par différentes catégories de professionnels (concierges, conducteurs de transport publics, intervenant sociaux dans les quartiers et les structures de loisirs...), moyens techniques de surveillance, aménagement des bâtiments et des lieux publics de manière à favoriser cette surveillance généralisée.» (13)

### Droits égaux contre la violence raciste

Isabelle Poulet : «Le mot "sécuritaire" est tout à fait approprié pour qualifier cette politique. Les discours aussi bien que les pratiques tournent essentiellement autour des problèmes de délinquance et d'ordre public.» (13) Cette politique ne se limite pas à des contrôles policiers. La rhétorique sécuritaire est aussi un signal à l'adresse des services de police et de la justice pour qu'ils interviennent avec "fermeté" à l'égard des immigrés. Les immigrés étant privés de droits politiques et de statut de résidence fixe, les services de police peuvent se permettre beaucoup. La violence raciste augmente. Un climat s'installe où un fasciste comme Demol, (ancien) membre de la milice privée Front de la Jeunesse, peut rester néanmoins est à la tête de la police de Schaerbeek. Pour Demol, les jeunes immigrés sont à l'origine de tous les problèmes sociaux. Chaque jour, ces

jeunes sont soumis à des contrôles d'identité humiliants. Des rafles sont menées dans les quartiers et les maisons sous le prétexte de combattre

la criminalité. 35 % de la population schaarbeekoise est immigrée. Demol, qui bénéficie du soutien du conseil communal où siègent le PS et Ecolo, ne pourrait jamais exercer une telle terreur si les immigrés avaient les mêmes droits. La police de Saint-Josse a tabassé la famille Soughir qui s'est retrouvée à l'hôpital. Les agents responsables n'ont toujours pas été punis. Les autorités communales ne s'en soucient guère, puisque plus de 50 % de la population de Saint-Josse est privée de droits. Lorsque la mère Soughir est venue protester, l'administration communale lui a laissé entendre qu'elle devait s'estimer heureuse de pouvoir rester en Belgique. Dans la lutte contre la violence raciste, la population immigrée joue un rôle-clé. Mais la mère Soughir est soumise au chantage de l'expulsion, tout comme les mineurs italiens à l'époque. Les discriminations légales maintiennent la communauté immigrée dans un climat d'angoisse. La lutte contre la violence raciste ne peut donc se développer pleinement que si cette communauté bénéficie des droits égaux.

Le PTB considère que la manifestation d'Objectif doit être le rendez-vous de tous ceux qui luttent contre le racisme et le fascisme. Manifestons tous ensemble le 24 mars, à partir de nos réflexions et de nos préoccupations diverses, pour l'égalité totale des droits pour les immigrés, par la reconnaissance automatique de la nationalité belge.

1. Bilan annuel de l'ONEM 1994, p. 3.33 et 3.40. 2. Accord gouvernemental 1995, p. 25. 3. MRAX, info décembre 1995, n° 81. 4. Rapport annuel 1995 du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme. 5. Anne Morelli, Geschiedenis van het eigen volk, Kritak, 1992, p. 204. 6. Albert Martens, Verdeel en Heers, EPO, 1980. 7. Mylène Nys et Marie-Noëlle Beauschene, La discrimination des travailleurs étrangers dans l'entreprise, CRISP 1992, n°. 1381/1382. 8. Commissariat royal pour la politique de l'immigration, Pour une société harmonieuse, mai 1990, III, p. 137. 9. Mark Grammens, Naar de multiculturele samenleving ?, Davidsfonds 1995. 10. Albert Martens, Gastarbeider, lotgenoot en landgenoot, p. 85. Kritak 1978. 11. Jan Capelle et Jan Lippens, De ordehandhaving tijdens de Limburgse mijnstaking van april-mei 1986. Rapport Ligue des droits de l'homme. Editions EPO. 12. Accord gouvernemental 1995. 13. Nouvelle Tribune, n° 2-3, mars-juin 1994.

# On n'ensevelira pas la lutte palestinienne sous des élections

Le Front populaire pour la libération de la Palestine face à une sévère répression

Les "accords de paix" offrent au peuple palestinien une libération factice. Les élections ont été organisées à la hâte, Arafat espérait profiter de l'état de grâce suscité encore par une année et demie d' "autonomie", avant que la déception se mue en révolte. Voici le témoignage des "parrains" d'enfants palestiniens à leur retour des territoires occupés.

Jan Cools

I. Shahak de la Ligue des Droits de l'homme en Israël nous explique comment les autorités de cet Etat relient les colonies juives par des routes militaires, afin que les colons ne traversent plus les villages palestiniens. «Cela permet à l'armée israélienne de dominer de l'extérieur la bande de Gaza et la Cisjordanie — et le cas échéant de les reconquérir en un minimum de temps, comme l'a indiqué à plusieurs reprises la presse israélienne — sans devoir engager massivement des troupes comme par le passé». (1) Répondant aux accusations de la droite au premier ministre Rabin, Yossi Beilin, vice-ministre israélien des Affaires étrangères, déclare : «L'accusation la plus ridicule consiste à affirmer que le gouvernement abandonne les colons juifs à leur sort. Les accords de paix ont été reportés pendant des mois afin d'avoir la certitude que toutes les colonies restent intactes et que les colons bénéficient d'un maximum de sécurité.» Cela démontre l'importance des colonies. De septembre 1993 à septembre 1995, Israël a confisqué 39.000 hectares de terre palestinienne pour la construction de colonies et des fameuses routes militaires ("bypass-roads").

Nous en avons parcouru une, à l'est d'Hébron, en compagnie d'un membre d'une organisation agricole palestinienne (Ticas). Il nous a raconté comment la route avait été construite. «L'armée israélienne est arrivée dans la nuit avec des centaines de soldats et des bulldozers. En quelques heures, une large route a été creusée dans la vallée au milieu des vignobles palestiniens. Nous avons encore demandé aux Israéliens pourquoi ils n'élargissaient pas la route existante qui suit la pente de la colline, ce qui aurait permis de limiter les dégâts. Impossible, selon les dires de l'officier.» La route relie en ligne droite le nord au sud. Ainsi les colons de Kyriat Arba peuvent se rendre à Jérusalem sans passer par Hébron.

## Répression contre l'opposition de gauche...

Le 19 janvier, nous arrivons au milieu d'une manifestation d'environ 200 personnes à Ramallah. La nuit précédente, Ahmed, l'un des principaux dirigeants de Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) a été arrêté par la

police palestinienne. Celle-ci a emprisonné une cinquantaine de militants du FPLP durant la campagne électorale. Ces arrestations de membres de l'opposition n'ont rien de neuf, les Israéliens en avaient donné l'exemple! Grâce aux informations de collaborateurs, les soldats israéliens connaissent les Palestiniens actifs dans l'opposition. Ils savaient qui mènerait campagne contre les élections. Pendant la semaine ou la nuit précédant le retrait de l'armée israélienne, des intellectuels et des militants politiques étaient souvent arrêtés. Les Israéliens recherchaient surtout les rédacteurs potentiels de tracts. Quelque deux cents personnes ont été jetées dans les geôles israéliennes.

## La tenue d'élections sous occupation est antidémocratique

La majorité des membres des partis de l'opposition de gauche étaient opposés à une participation aux élections. Dans un climat très répressif, ils ont essayé de mener une campagne active pour le boycott. A Ramallah, le FPLP a distribué des tracts. Dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, on a organisé des meetings. Sur l'autocollant reproduit ci-contre figurent les revendications suivantes :

1. Pas d'élections tant que Jérusalem sera occupée.
2. Pas d'élections tant que les colons juifs volent nos terres.
3. Pas d'élections sous les baïonnettes de l'occupant.
4. Pas d'élections sans reconnaissance des droits des réfugiés palestiniens (droit au retour).
5. Pas d'élections tant que les



Le FPLP a diffusé cet autocollant avec la revendication : pas d'élections tant que Jérusalem sera occupée.



Pas de fonds pour améliorer la vie du peuple palestinien. Mais pour le capital, les "accords de paix" sont une aubaine.

prisonniers politiques ne seront pas libérés.

6. Pas d'élections sous les limites imposées par l'accord d'Oslo.

Après les élections, nous nous sommes entretenus avec quelques responsables du FPLP. «Le Front populaire, nous ont-ils déclaré, a décidé de participer à la campagne sous le mot d'ordre : ne votez pas et ne présentez pas votre candidature. C'est dans ce sens que nous avons discuté avec les gens dans la rue, sur base des six revendications. Notre campagne s'est déroulée pacifiquement. Mais la répression nous a contraints à investir pratiquement toute notre énergie dans la libération de nos camarades en prison. Un jour trois des nôtres étaient arrêtés à Tulkarem, le lendemain cinq à Naplouse, le troisième jour dix à Bethléhem, Beït Sahour et quatre au camp de Deïshe.»

## Israël gagne une bataille, mais pas la guerre

Israël sort grand vainqueur des accords de paix et des élections. Le docteur Sarraj de l'organisation des Droits de l'homme à Gaza : «Beaucoup de progressistes considèrent Israël comme un État colonial et raciste, ce qu'il est en effet. Mais aujourd'hui, grâce aux accords d'Oslo, on considère Israël comme un partenaire au Moyen-Orient, comme un pays pacifique et un État démocratique. En outre, cela ne leur a rien coûté. Les Palestiniens n'ont rien reçu. Israël n'a même pas reconnu que sa présence à Gaza est une occupation. Il ne retire pas ses troupes, mais les redéploie. Selon les accords d'Oslo, nous vivons toujours sous le contrôle israélien.

Même Arafat doit demander l'autorisation d'Israël pour se déplacer. Cette autorité palestinienne perdra sa crédibilité auprès de la population. Elle dépend entièrement d'Israël qui poursuivra le processus de paix selon son bon vouloir, conclura des accords avec les pays arabes et deviendra une puissance économique. Les Palestiniens ne recevront que quelques territoires "autonomes", surpeuplés, pauvres et entourés de colonies juives.»

L'opposition poursuit la lutte pour les droits du peuple palestinien reconnus dans plusieurs résolutions des Nations Unies. Et dans cette lutte ils peuvent compter sur notre solidarité.

1. Middle East International, novembre 1995.

## Dividendes de paix pour Israël seulement

Alors que l'économie israélienne connaissait de graves difficultés, fin des années quatre-vingts, Michaël Oren, directeur du bureau israélien du comité américano-israélien, déclarait : «Ces dernières années, Israël a subi des transformations rapides et profondes. Un demi-million de réfugiés d'Éthiopie, de l'Europe de l'Est et de l'ex-Union soviétique ont été intégrés. L'économie a ainsi connu une croissance de 6,6 % par an. Le potentiel économique israélien ne peut s'épanouir sans investissements étrangers et ceux-ci sont impossibles sans la paix. La paix a un prix, mais pour Israël le dividende est

énorme.» (1)

Aujourd'hui, deux ans après les accords de paix, cette prédiction s'avère judicieuse. Depuis que Gaza et Jéricho ont été placées sous l'autorité palestinienne en 1994, une seule multinationale s'est établie en Cisjordanie, contre cinquante cinq en Israël. L'année dernière, la "volonté de paix" d'Israël a rapporté 1,5 milliard de dollars en investissements directs. Aux Palestiniens, on avait promis 600 millions de dollars, dont ils ont reçu moins de la moitié. 55 % de la population active au chômage. 30 % de la population de Gaza et 20 % de celle de Cisjordanie vit sous le seuil de pau-

vreté, fixé à un dollar (trente francs) par jour par la Banque mondiale. Le budget 1996 de l'autorité palestinienne s'élève à 630 millions de dollars, dont 150 millions (presque 25 %) destinés à la police palestinienne (30.000 hommes). Les deux années qui ont suivi la signature des accords de paix, la bande de Gaza a été fermée pendant 250 jours. Chacun de ces jours correspond à une perte de trois à six millions de dollars pour les Palestiniens. L'équivalent de l'aide internationale qui leur a été accordée en deux ans.

1. International Herald Tribune, 7 septembre 1993.



# 'Urunana' ou 'travailler ensemble' à reconstruire le Rwanda

Cinquante artistes pour le Rwanda à Gand

**Une oeuvre d'art pour un bon prix, ça vous intéresse ? Voulez-vous aider le Rwanda, victime d'un génocide qui a tué un million de personnes ? Le pays se reconstruit péniblement, en essayant de rester indépendant. Rendez-vous à Gand : une cinquantaine d'artistes expose au profit du Rwanda.**

Frank Sonck

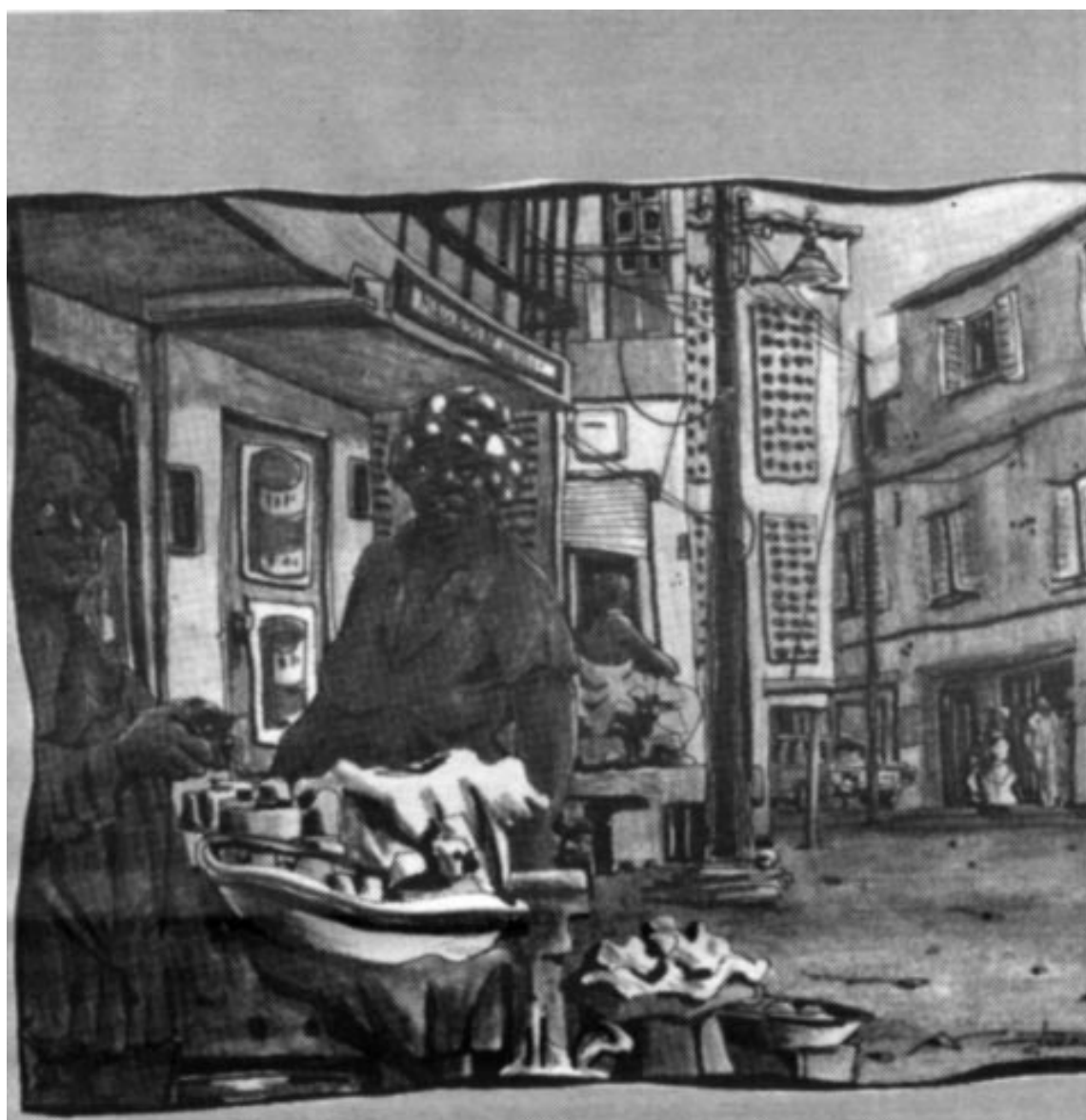
Du 22 mars au 6 avril, Gand sera le théâtre d'un événement artistique organisé par une cinquantaine d'"Artistes pour le Rwanda" et appelé "Urunana". Où ? Maison de la Paix, Sint-Margrietstraat 11. Chaque artiste met une oeuvre à la disposition de cette exposition. Le 6 avril, elles seront vendues aux enchères. Le bénéfice de l'opération est destiné au projet de Médecine pour le tiers-monde à Runda.

Solidaire s'est entretenu avec deux artistes, initiateurs du projet, Rein Miyts et Lut Defieuw, sur le pourquoi et le comment de cet art engagé.

## Pourquoi un tel projet ?

**Lut.** Le génocide au Rwanda m'a terriblement choqué. Quand j'ai entendu le compte rendu du premier groupe de Médecine pour le tiers-monde qui s'est rendu sur place, j'ai été consternée. Les images et témoignages qu'ils ont rapportés font penser aux horreurs des nazis. Dans la même période, le Centre international à Bruxelles a lancé une initiative d'artistes pour le Rwanda. Quelqu'un m'a alors proposé d'organiser la même chose à Gand.

**Rein.** Au début, je n'avais pas entendu de témoignages. Comme tout le monde, j'avais vu des



images à la télé. C'était tellement affligeant, tellement insensé. Lorsque Lut m'a demandé de collaborer à ce projet, j'ai voulu, dans un premier temps, en savoir davantage. J'ai d'abord étudié moi-même le dossier à fond. Nous avons donc démarré assez lentement. Nous avons discuté énormément et, comme des enfants, nous avons laissé travailler notre imagination. Ensuite, cela s'est concrétisé.

## Et vous avez constitué tout un groupe ?

**Lut.** Rein et moi-même, nous nous voyons tous les jours. Nous avons

contacté quatre autres personnes et nous nous réunissons toutes les deux semaines, depuis cinq mois. Nous téléphonons régulièrement aux autres. On a discuté jusqu'à un accord à 100%. On a alors constitué un petit noyau et rendu visite à d'autres artistes. On a élargi notre cercle, mais les autres sont moins impliqués.

## N'est-ce pas difficile de travailler en groupe pour des artistes ? On dit généralement que les artistes sont individualistes et peu intéressés à ce qui se passe dans le monde.

**Lut.** Les artistes réagissent souvent spontanément avec enthousiasme. Mais ensuite ils se demandent : à quoi cela sert ? On ne peut les convaincre qu'après une discussion personnelle.

**Rein.** Oui, l'approche personnelle, c'est important. Prendre le temps de discuter avec les gens. Si on se contente de mettre une affiche ou une lettre dans la boîte aux lettres, on n'obtient aucun résultat.

De telles discussions ne sont pas toujours faciles. Les artistes réputés ont, par exemple, des contrats avec une galerie d'art. De ce fait, ils ne peuvent pas mettre d'oeuvre à la disposition de notre initiative.

**Lut.** D'autres doivent produire pour gagner leur vie. Mais c'est précisément cette catégorie qui est la plus ouverte et la plus engagée. La solution que nous leur proposons est de fixer un prix de vente

minimum pour leur oeuvre. Si l'oeuvre est vendue plus cher, le solde va au projet.

**Rein.** Nous ne nous intéressons pas seulement à l'aspect financier. Notre objectif est aussi d'amener les artistes à réfléchir sur l'engagement comme artiste. Ils ne vivent pas dans un petit monde à part. Le Rwanda, c'est loin. Certains me reprochent de me sentir responsable de ce que la Belgique a fait au Rwanda. C'est effectivement le sentiment que j'ai. Je trouve d'ailleurs important que ce soient les Rwandais eux-mêmes qui déterminent eux-mêmes les priorités du projet pour lequel nous

travaillons. Et pas nous.

A l'académie, j'avais des discussions avec des gens qui sont déjà allés au Rwanda. Ils m'ont raconté que les Hutus et les Tutsis ne cessent de s'entre-tuer. Cela ne correspond pas à la réalité. L'ethnisme est un écran dressé pour aveugler les gens.

## Dans ces questions, comment voyez-vous le rôle d'un artiste ?

**Rein.** Un artiste peut voir les choses à distance. Il doit assumer cette responsabilité. "Artistes pour le Rwanda" offre la possibilité de s'engager dans un projet censé branché sur la réalité.

**Lut.** L'artiste, ouvert à la réalité, en puise certains éléments qu'il restitue après les avoir travaillés. Il y a un grand nombre d'artistes engagés.

**Rein.** L'art a un double rôle. D'une part, il détend, il montre la beauté. D'autre part, il a aussi pour fonction de faire réfléchir.

## Qu'espérez-vous obtenir à travers ce projet ?

**Lut.** Objectif principal : que l'on n'oublie pas ce qui s'est passé au Rwanda. Nous avons aussi l'impression que la reconstruction actuelle n'est pas vraiment soutenue.

Concrètement, nous avons pris la responsabilité de financer la construction d'une école gardienne : trois classes, un local administratif, une cour de récréation et une année de fonctionnement. Environ 800.000 frs.

Un artiste a réalisé douze dessins en couleur pour un superbe calendrier appelé "Mama Africa". Nous avons imprimé 1.000 exemplaires. Cela n'a coûté que 4.000 frs, car nous avons fait appel au sponsoring. Leur vente rapportera 250.000 frs.

Si nous contactons maintenant de nouveaux artistes, nous pouvons déjà montrer cette réalisation concrète. Il y a maintenant cinquante oeuvres inscrites à l'exposition de Gand. Mais nous voudrions atteindre le chiffre de cent.

## Solidarité avec Cuba

Le nouveau dossier de la Ligue anti-impérialiste (LAI) est sorti. Ces dernières années, de nombreux progressistes ont été impressionnés par les campagnes sur les droits de l'homme, contre le communisme. La situation de Cuba illustre pourtant parfaitement à quel point l'impérialisme est un système cynique, criminel et inhumain. Le nouveau dossier de la LAI dévoile la double stratégie des impérialismes américain et européen pour renverser le socialisme cubain : blocus économique d'une part, campagnes pour "les droits de l'homme" et la "démocratie" de l'autre. Mais

Cuba résiste, par exemple en prenant des mesures pour contrecarrer les difficultés économiques, en renforçant la démocratie socialiste...

Vous pouvez commander ce dossier de Solidarité internationale (48 pages, 160 frs) à la LAI, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles, tél. : 02/513.53.86. Un abonnement annuel (8 magazines et 2 dossiers) à Solidarité internationale coûte 750 frs. Offre promotionnelle : si vous versez 900 frs, vous recevez le livre "Baoni, les révoltes de la force publique sous Léopold II - Congo 1895-1908" (prix normal : 850 frs).

## Venir en aide à Runda

"Urunana", ainsi se nomme le happening. Le terme signifie en kinyarwanda (la langue habituellement parlée du Rwanda) "être ensemble", ou "se sentir ensemble" ou encore "travailler ensemble".

"Urunana" est aussi le nom du partenaire de Médecine pour le tiers-monde au Rwanda. Il s'agit d'une organisation nationale de femmes créée après le génocide afin de s'occuper des problèmes des couches les plus touchées de la population : les orphelins, les veuves et les fem-

mes victimes d'abus sexuels.

En collaboration avec la section locale Umurava, Médecine pour le tiers-monde développe un projet à Runda (à 12 km de Kigali) visant à reconstruire la communauté locale. Vous pouvez verser votre soutien au compte n° 001-0451780-30 du Fonds de soutien tiers-monde. Vous pouvez également assumer le parrainage d'un enfant rwandais. Pour plus de renseignements : tél. 02-5137406, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles.

## EN BREF

## Croatie

## Réservée aux Croates

L'occupation de l'ex-Yougoslavie par l'Otan n'a pas amené la paix. A Mostar (Bosnie), le maire européen Koschnick a été agressé par trois cents Croates en colère, parce qu'il voulait conserver la "diversité ethnique" d'un des sept quartiers de la ville.

En Croatie, l'épuration ethnique est presque entièrement accomplie. La région de Krajina, majoritairement peuplée de Serbes depuis quatre siècles, n'en compte plus que 10.000. 160.000 se sont réfugiés en Serbie. Il ne resterait plus qu'environ 130.000 Serbes dans l'ensemble de la Croatie (5 % de la population), contre 600.000 à la veille de la guerre. Selon la branche de Zagreb du Comité pour les droits de l'homme, 20.000 Serbes ont introduit une demande de retour. Mais les autorités croates multiplient les obstacles et lenteurs administratives. Seulement 1.841 ont été autorisés à rentrer. (Le Monde, 6 février 1996)

## Ex-URSS

## Retour à Germinal...

Les mines du Donbass étaient la "cave à charbon" de l'Union soviétique. Aujourd'hui, la moitié des 800.000 mineurs d'Ukraine sont en grève. Le gouvernement se réfugie derrière les mesures du FMI et refuse de négocier le versement de cinq mois d'arriérés de salaires. Une trentaine de mines sont menacées de fermeture. Plus personne ne paie son loyer, ni son électricité.

Une terrible misère frappe les mineurs. «Je me nourris des poissons de la rivière et des légumes de mon jardin», dit Ivan. Les conditions de sécurité dans les mines sont catastrophiques. On n'y a plus investi. Dans le puits "12-18 Pravda", les mineurs ne disposent même plus de combinaisons et de lampes en suffisance. Eboulements, incendies, infiltrations d'eau ont fait l'an dernier 438 morts. Avec près de quatre morts pour chaque million de tonnes de charbon extraites, ces puits sont devenus les plus dangereux du monde. «Mais si la mine ferme, qu'est-ce qui nous restera ?» demande un mineur en colère.

Près de la mine "12-18 Pravda", huit cents familles de mineurs vivent à l'ombre des terrils, dans de petites maisons basses, où il n'y a pas d'eau courante. On s'y chauffe au charbon, avec des scories que les enfants ramassent dans la neige. Le transport public à destination du village voisin a disparu. (Le Soir, 7 février 1996)

## Ah, le socialisme !

Les mineurs russes regrettent les acquis sociaux de l'ex-URSS. Le camarade Kommissarov, chef du syndicat officiel des mines russes, le NPROP, raconte que l'organisme qui détient le monopole de la production du charbon en Russie, Rossougol, exigeait des directeurs de mines qu'ils récoltent des signatures soutenant la candidature d'Eltsine aux présidentielles. «En une semaine, le directeur n'en a pas obtenu une seule. Moi, j'ai juste rendu service à quelqu'un dans la ville voisine pour une liste soutenant le candidat communiste. J'en ai eu cent en trois jours.»

Que répond-il quand on accuse le NPROP d'être la continuation de l'ancien syndicat communiste ? «Pas la peine de nous traiter d'anciens rouges, ce sont les mineurs qui parlent. Et qui ont maintenant des revendications politiques, plus seulement économiques.» En Ukraine, le parti communiste a lancé une pétition «pour la défense des droits sociaux acquis du temps du pouvoir soviétique». (Le Soir, 5 février et Le Monde, 2 février 1996)



## Colère basque

## Manifestations pour les prisonniers politiques

## La vague de répression à l'encontre des réfugiés et prisonniers politiques basques soulève une vague de protestation en Espagne et en France. Un billet de notre correspondant au pays basque...

Jose Antonio Egido

D'importantes manifestations ont marqué le week-end du 27 et 28 janvier en Espagne. Les manifestants protestaient contre l'extradition d'un couple de réfugiés basques opérée récemment par le gouvernement français et contre les demandes d'extradition introduites auprès de la Belgique et la République Dominicaine.

Dans plusieurs villes, des affrontements ont eu lieu avec les forces spéciales de police. Dans la ville de Portugalete, la police a arrêté cinq jeunes à l'intérieur d'un local du parti "Herri Batasuna" (15 % des voix aux dernières élections).

Dans des dizaines de villes et villages, le 29 janvier, deux concentrations pacifiques se sont retrouvées face à face : l'une exigeait la libération d'un patron et d'un gardien de prison arrêtés par l'ETA (l'organisation nationaliste qui mène la lutte armée) et l'autre, la libération des prisonniers politiques basques et le respect des droits des réfugiés politiques.

## Grève de la faim dans les prisons

En Espagne, les prisonniers politiques du Parti Communiste de l'Espagne Reconstitué et du Grapo (organisation armée proche de ce dernier) ont

entamé une grève de la faim depuis le 9 janvier. Les prisonniers basques ont rejoint le mouvement dans les prisons espagnoles et françaises depuis le 15 janvier. Ces militants protestent contre leur dispersion imposée par le gouvernement social-démocrate pour briser leur résistance. Ils demandent aussi la mise en liberté de leurs camarades gravement malades. Les proches des prisonniers basques dénoncent la répression des détenus et de leurs visiteurs dans les prisons espagnoles.

En France, la police a arrêté Paul Lecoq et son épouse, accusés d'avoir hébergé un réfugié basque. Jean-Luc Galvan, militant syndical, cofondateur de la radio libre Canal Sud et producteur de film sur des conflits sociaux est détenu depuis le 16 janvier pour les mêmes motifs. Depuis Toulouse, un comité d'action lutte pour sa libération.

## Passation de pouvoir en Haïti

## Ou continuité d'une politique néfaste

Lamour Dérance

Le nouveau président d'Haïti, René Préal, élu avec un faible taux de participation, a reçu le 7 février la cocarde présidentielle de son prédécesseur Jean-Bertrand Aristide et a prêté le serment requis en pareille circonstance. «Notre pays est au bord de la faillite, a-t-il déclaré. Il est dans un état encore plus déplorable que celui dans lequel nous l'avons trouvé en février 1991.» (1) En effet Haïti ne produit plus,

n'exporte rien et importe tout. Les salaires ne sont pas versés et environ 80% de la population active n'a pas de travail. Même le café, qui représentait 30% des ressources à l'exportation avant 1991, est aujourd'hui importé. Or il suffit de regarder la politique que Préal prône pour se rendre compte qu'il n'offre aucune perspective au peuple haïtien pour sortir de la situation catastrophique. Le président Préal marchera invariablement dans le sillage de son prédécesseur. Le successeur

d'Aristide est aussi très affirmatif sur la question des privatisations. La gestion des entreprises doit, selon lui, être le domaine exclusif du secteur privé. L'Etat, souligne-t-il, est mauvais gestionnaire. (2) Cette vieille rengaine du libéralisme, constitue le point fort de sa philosophie du développement. Tandis que la présence militaire américaine exaspère le peuple haïtien, Préal demande le maintien de troupes étrangères. Comme l'insécurité s'accroît et que les Américains

## Hue (PCF) contre la Chine

Le dirigeant du Parti communiste français, Robert Hue veut à tout prix éviter qu'on puisse le soupçonner du moindre soutien à la Chine. Visitant Pékin, Hue s'est vu remercier par M. Jiang, chef du Parti communiste et de l'Armée rouge, pour les positions du PCF sur des «questions importantes comme Taïwan et Tibet».

Le jour même, une mise au point de Hue déplorait les «sérieuses inexactitudes» de l'Agence Chine Nouvelle. Concernant Taïwan, il n'aurait fait que rappeler l'opposition de son parti à toute vente d'armes de la France (en fait, le PCF avait accueilli les ventes à Taïwan comme de bons contrats garantissant des emplois dans l'industrie militaire). Sur le Tibet, Hue a tout au contraire tenu à soulever les autres questions dès le premier jour, celle du traitement des opposants ou celle des essais nucléaires.

(Le Monde, 4 février 1996)

## L'Europe : jouer la carte Taïwan

Alors que les Etats-Unis adoptent un langage agressif à l'égard de la Chine, l'Europe mise sur un autre cheval.

François Godement, spécialiste Asie de l'Institut français des relations internationales, a déclaré : «Il ne faut pas une requête permanente pour changer le régime chinois; ce n'est pas à l'ordre du jour. Mais l'Europe peut se permettre de multiplier les dialogues, d'empêcher les exclusives. D'avoir, par exemple, des relations informelles avec un partenaire économique aussi important que Taïwan. D'ailleurs, si les pays voisins de la Chine estiment que la meilleure voie est l'approfondissement de la coopération et de l'interdépendance, l'Union ne doit pas aller à contre-courant».

(Le Soir, 8 février 1996)

vont rentrer chez eux, il a demandé à la MINUAR (les forces onusiennes) de rester six mois de plus. «La prolongation du mandat de la mission des Nations Unies nous permettra de renforcer cette nouvelle police», a-t-il précisé. (2)

A l'instar de Jean-Bertrand Aristide, Préal se pliera docilement aux injonctions des Etats-Unis, de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International.

1. Le Monde 9 février 1996. 2. Le Monde 7 février 1996

# Journée internationale de la femme

Le PTB relance "Marianne", l'organisation des femmes

Dans le monde entier, le 8 mars est la journée internationale de la femme. Marianne, l'organisation des femmes PTB, organise à cette occasion une journée de lutte dans le Centre International à Bruxelles. An Lenaerts, responsable de Marianne, nous a exposé l'enjeu.

Bea Vandormael

**An.** La journée du 8 mars a toujours eu une grande importance pour nous. Depuis 1911, cette date est dans le monde entier la journée des femmes pour la paix, contre l'exploitation et l'oppression, pour l'égalité des droits. Cette année, la fête revêt une signification particulière pour nous. Marianne avait marqué le pas ces dernières années. Lors du cinquième Congrès, le parti a décidé de la réactiver. Notre fête du 9 mars donnera le coup d'envoi de cette relance.

**Qu'avez-vous prévu concrètement ?**

**An.** Dans la matinée, nous tenons un débat sur les tâches d'une organisation de femmes communistes, sur le travail organisationnel parmi les ouvrières, les chômeuses, les employées. J'ai beaucoup appris sur la manière dont les communistes travaillaient parmi les femmes dans les années vingt-trente et j'exposerai certaines idées à ce sujet. Nous avons également invité la représentante d'une organisation soeur en Inde. Elle nous expliquera comment les femmes communistes travaillent dans son pays. Ensuite, nous discuterons de nos tâches actuelles et des thèmes à mettre en avant dans le mouvement des femmes.

**Ce programme n'est-il pas trop lourd ? Généralement, la Journée Internationale des femmes est conçue comme une fête.**

**An.** La fête se déroulera l'après-midi. Les témoignages que de nombreuses femmes y apporteront seront ponctués par des animations, des chansons, de la danse et de la musique. Certaines organisations de femmes zairoises et africaines ont promis de collaborer à la fête et elles commenceront la séance de l'après-midi par une ode à la mama africaine. Les petits plats zairois, le chant et la danse africaines donneront assuré-



An Lenaerts : « Cette année, la Journée Internationale des Femmes a pour nous une signification particulière. Ce 9 mars sera le démarrage officiel d'un travail parmi les femmes tout à fait renouvelé »

ment un caractère international à notre fête.

**Quel sera le reste du programme ?**

**An.** Dans une première partie, nous dénoncerons la politique gouvernementale. La rédactrice en chef de la revue "En Marche" du Mouvement ouvrier chrétien (MOC), spécialiste en matière de Sécurité sociale, Hedwige Peemans-Pouillet exposera brièvement les conséquences des mesures gouvernementales pour les femmes. Kati Couck de l'organisation FGTB des chômeurs à Gand parlera des nombreuses femmes rayées du chômage. Une chômeuse l'accompagnera et témoignera. Ensuite, nous souhaitons mettre l'accent sur la lutte dans les services publics. Nous avons demandé à Maaike Seghers, la déléguée CSC licenciée à la Sabena d'intervenir dans ce débat.

Une de nos membres, ouvrière à Anvers, a lu la résolution du PTB pour le soutien des services publics publiée dans Solidaire. Elle a composé une chanson sur ce thème. Le groupe des femmes d'Anvers la parachève et la chantera pour clôturer dans la gaieté cette première partie de l'après-midi.

La deuxième partie se déroulera sous le signe de la solidarité internationale. Une réfugiée politique, Chantal, nous livrera un témoignage poignant. Notre

camarade Indienne et quelques femmes du groupe de Namur qui ont voyagé en Inde en janvier dernier parleront de la situation des femmes dans ce pays. Sur le Rwanda, témoignages et chansons de femmes, accompagnées par le groupe Brasas, alterneront.

**Quels sont les projets de Marianne, après ce nouveau départ ?**

**An.** A la fête du 1er Mai du PTB, nous comptons inaugurer un nouveau concept du café des femmes. Le 1er juin, nous organisons une journée d'études sur le thème "la femme et la sécurité sociale". Durant les mois à venir, nous réunirons toutes nos expériences sur le travail organisationnel parmi les femmes afin de lancer de nouveaux groupes. Nous avons

des projets pour l'ouverture d'un secrétariat et d'un centre de documentation. Nous voulons publier des articles dans Solidaire et des analyses dans Etudes Marxistes. Mais cela nécessitera le recrutement de nouvelles collaboratrices, en masse! J'appelle donc toutes les femmes qui le souhaitent à nous présenter leur collaboration. On peut contribuer de cent manières au développement de notre organisation : aider à préparer la salle pour la journée des femmes, collaborer à la rédaction d'un article dans Solidaire, aider le secrétariat, préparer des tartes pour le café des femmes.

Nous avons une tâche pour chacune. Et toutes celles qui travaillent avec nous le confirmeront : c'est gai de collaborer avec Marianne.

Nom et prénom : \_\_\_\_\_  
Rue et numéro : \_\_\_\_\_  
Code postal et commune : \_\_\_\_\_  
Téléphone : \_\_\_\_\_  
Profession/organisation : \_\_\_\_\_

- Je commande le dépliant sur la Journée des femmes  
 Je souhaite diffuser les dépliant sur la Journée des femmes et commande .... exemplaires.  
 Je suis prête à donner un coup de main pour l'organisation de la fête  
 Je souhaite collaborer de manière régulière avec Marianne  
 Je souhaite plus de renseignements sur Marianne

## AGENDA

### Bruxelles

**Samedi 17 février de 13 à 18 h**

Journée d'information sur les voyages de Contact et Cultures.

13h : ouverture, réception, présentation des stands des différents pays représentés.  
14h : débat. "Sens ou non-sens de voyager dans le tiers monde"

15h : "Les brigades de travail au Rwanda", vidéo et informations pratiques.  
15h30 : "Résultats d'un voyage à Cuba", montage dias.

16h : « Une mission anti-impérialiste de paix en Yougoslavie », compte-rendu de la délégation qui a visité le camp de réfugiés à Banja Luka en décembre 95.  
16h30 : "Café-rencontre", des jeunes racontent leurs expériences de voyage dans le tiers monde.

17h : chants, musique, poésie de divers pays visités.

Salle "De Marken"; Vieux Marché au Grains, 5, 1000 Bruxelles.

Org. : Contact et Cultures, Ligue Anti-impérialiste.

**Samedi 17 février, 14 h.**

"Pas de fascisme dans les services publics".

Débat avec Gust Haverbeke (CGSP), A. Verbeemen (CGSP-Poste), W. Van De Velde (CGSP-Poste), L. Vanoost (parlementaire Agalev), secrétaire CSC, témoignages de postiers militants, Jos De Vrieze (facteur Nazareth), M. Duchêne (délégué de Liège). Salle du Front de l'Indépendance, rue Van Lint 14, 1070 Bruxelles.  
Org. : Postiers contre le racisme.

### Annonce publicitaire

Au Centre International

Bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/5137941

Jusqu'au 17 févr.

Ouvert de 12 à 18 heures. Entrée libre  
Exposition de photos  
Chiapas 1992  
Photos de MINERVA

15 févr., à 20h. En français. 90F  
La politique internationale de Tito était-elle vraiment non alignée?

Conférence - débat avec Erikos FINALIS, collaborateur de la revue grecque 'A-Synehia'.

17 févr., à 18 heures. Entrée libre  
Dans la langue originale et en français.

Apéritif poétique

Poètes de la guerre civile espagnole. Deuxième partie.  
ELUARD, MALRAUX, BERNANOS, ARAGON, EHRENBURG, SPENSPENDR, SUPERVIELL, TZARA, BRECHT, GUTHRY, ...  
Préparée par Henriette COURTENS.  
Musique: Christine TRIBOLET (guitare).

24 févr., à 18h. Néerl. & frç. Entrée libre

Apéritif poétique

Paul Van Ostayen

VERSUS

Emile Verhaeren

Séance préparée et présentée par Jacques DEMAUDE.

Récitants: Rita NIELANDT, Laurent d'URSEL & Jacques DEMAUDE.  
Musique: Walter LIEVENS

24 févr., à 20h. Entrée: 120F  
En collab. avec 'El Diario Internacional'.

Fête de solidarité avec les prisonniers politiques péruviens

# Je veux un avenir

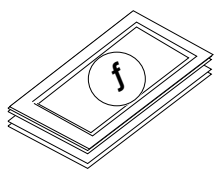
Sept jours de camp à Bredene sur Mer, du 6 au 13 avril avec Rebelle

L'avenir ressemble à un trou noir. Enseignement attaqué, chômage, répression, racisme... Heureusement, il y a le camp de Pâques de Rebelle. Ensemble, huit jours agréables. Chaque jour sera consacré à un thème différent. A l'aide de vidéos, de témoignages... nous apprenons, échangeons des idées. Nous nous armons pour prendre en main notre avenir.

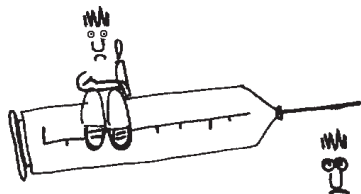
Dieter Truyen

Le camp de Pâques, placé sous le thème "Je veux un avenir", abordera différents aspects de ce qui vous touche. Nous examinerons notre société à la loupe : injustice, attentats et meurtres racistes à Bruxelles, les mesures qui frappent l'enseignement, le chômage qui augmente. En un mot, les signes du pourrissement du capitalisme. Tout ce que nous apprendrons, nous le traduirons en actions. Et bien sûr, accompagnées de détente, de sport, d'une boum...

## Petit aperçu du programme



Nous débaterons de l'école. Une course-relais sur le thème "Prenez le pognon chez les riches" pour refinancer ton école, payer les livres, les bancs, engager des profs... Prépare-toi déjà dans ta région à former une équipe ! Deuxième thème : la drogue. Un



jeune est mort parce que la police l'avait arrêté et condamné pour usage de drogue. Il fumait des joints. On l'a enfermé dans une cellule d'isolement. Il est mort en prison. Au camp, nous mènerons le débat sur la drogue, nous inviterons des spécialistes et discuterons de la légalisation, de la politique de tolérance. Un jeu de nuit aussi : qui protège le trafic de la drogue ?

Au camp de Pâques, on ne joue pas seulement la nuit, on travaille aussi : nous construirons une "red-box" (boîte rouge). Etrange... Et nous y travaillerons à la chaîne, comme dans une véritable usine. Par après, cette boîte modifiera fondamentalement notre avenir...



L'avenir qu'on nous réserve, c'est aussi un monde de racisme, de haine envers les réfugiés... mais avec Rebelle, nous nous battons pour les droits égaux entre Belges et immigrés, pour l'ouverture des



frontières aux réfugiés. A Ostende, nous organiserons une course de go-cart pour "Objectif 479.917" avec des maisons de jeunes de la région. Un porte-parole d'Objectif 479.917 remettra le trophée des droits égaux à l'équipe gagnante. Nous essayerons de



ressentir ce que les réfugiés ont vécu. Ils fuient la misère de leur pays. Toi aussi, tu partira, vers un autre pays : prendre l'avion, le bateau, tout en évitant les contrôles de police. Tu devras marcher le long de la plage,

te cacher avec tes amis. Arriveras-tu à traverser toutes les épreuves de ce voyage de survie ?

Nous reviendrons tous ensemble de ce périple à Ostende. Sous la devise "L'avenir est à nous", nous parcourrons les rues de ville. Démantèlement de l'enseignement, pas de boulot, la répression, le racisme... Assez ! C'est notre avenir, nous nous battons pour lui.

Après notre manifestation, tout Ostende le saura.

Et pour clôturer le camp, la plage, le soleil... n'est-ce pas l'endroit idéal pour une "beach-party" ? Une boum avec des palmiers, des défilés de mode en maillot, de la "Sea-house", du "Rap de plage"...

Alors, convaincu ? Tu veux en savoir encore plus avant de t'inscrire ? Passes-nous un coup de fil (02/513.10.95) ou remplis le bon ci-joint.



## Inscris-toi à un atelier

Les choses les plus folles, tu peux les apprendre au camp de Rebelle

• "The Red Ninja-fighters". Apprendre à programmer et faire un jeu informatique de Rebelle.



• "Internet". Surfer sur Internet et apprendre à communiquer avec les copains rouges ailleurs sur la planète.

• "Pagemaker". Les règles de base de la mise en page dans le programme "pagemaker" pour apprendre à faire nos propres tracts.

• "Vidéo du camp". Enregistrer le camp sur vidéo et apprendre à faire un montage, mettre de la musique sur vidéo, des sous-titres,...



• "Wall-painting". Plein d'idées, de rêves et de souhaits, mais qu'est-ce que j'en fais. Tu as déjà pensé à les mettre sur un mur à l'aide d'un pistolet.

• "Zanzibar". Une larme, il en coulera beaucoup, mais on va



aussi rire dans l'atelier théâtre.



• "Percussion". Astu à la maison un djembé, et rêves-tu aussi de rythmer les manifestations ?

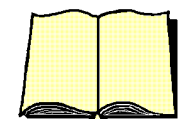


• "Intzinzzi". Comme ces milliers de jeunes en Afrique, tu voudrais rêver et danser avec eux pour un autre avenir. Intzinzzi signifie "victoire" (Kini-rwanda).

• "La Haine". Ce sera dur. Aussi dur que le Rap, tu n'as pas envie de te taire. Le monde doit savoir ce qui se passe dans les quartiers. Tu es prêt à apprendre à danser le Rap.



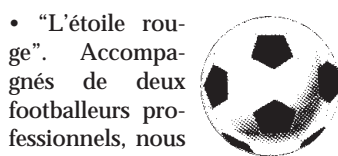
• "Le cirque rouge". Acrobaties, jongleries, ça t'intéresse. Rouler sur un monocycle. Faire rire et amuser d'autres jeunes, oublier quelques instants la misère. Pour recommencer à la combattre avec plus de détermination.



• "Pas publiable". La presse, organiser une conférence de presse, convaincre des journalistes de venir à notre action et notre manifestation. En faire un article. Tout un défi.



• "Le poing rouge". Non, tout cela n'est rien pour toi. Toi, tu veux te défendre réellement. Apprendre des techniques de défense.



• "L'étoile rouge". Accompagnés de deux footballeurs professionnels, nous apprendrons des techniques. Plus tard, nous pourrions peut-être constituer notre propre équipe.



• "Grand reporter". Tu as aussi envie de faire des photos. Mais cela ne te réussit pas toujours. Nous apprendrons comment les tirer et les développer.

## Je veux un avenir, je viens !

(Remplis le bon et envoie-le à Rebelle, l'organisation de jeunesse du PTB, boulevard M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles Tel. 02/513 77 60)

Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Commune :

Age: Hobbies :

Ecole: Mouvement de jeunesse :

Je m'inscris au Camp de Pâques de Rebelle

Je joins un acompte de 500 F

Je verse 500 F d'acompte sur le compte 001-0590845-94.

(après réception de ton acompte, tu recevras le livre du camp avec toutes les infos)

Je viens au camp et je m'inscris à l'atelier suivant :

Je m'inscris à la course de go-cart "Trois heures d'Ostende pour les droits égaux" (nombre de personnes : .....).

Je commande ..... exemplaires du dépliant du camp pour mes amis.

Envoyez-moi un abonnement à l'essai gratuit de cinq semaines à Solidaire, l'hebdomadaire du PTB.

Je ne peux pas venir mais je troupe Rebelle génial. Comptez-sur moi !

# La FEF pose les jalons d'une lutte commune

Mais ses mots d'ordre d'action sont fort timides

Les délégués de la Fédération des étudiants francophones (FEF), réunis jeudi dernier, appellent à participer à la manifestation nationale du 28 février. Ils laissent les écoles supérieures libres de s'engager dans l'action. La FEF entamera pendant un mois une campagne d'information. Ces décisions ne sont-elles pas trop timides, alors que profs et étudiants du secondaire sont en grève contre les plans d'Onkelinx ?

André Marin

Dans la note soumise au Conseil fédéral (1), le président de la FEF, Fabrizio Bucella, donne tous les arguments pour remobiliser massivement les étudiants du supérieur. Grafé, le ministre de l'enseignement supérieur, refuse de sortir du cadre du plan d'économies de la Communauté française (14 milliards). Aucune des mesures contre lesquelles les étudiants ont lutté au premier semestre n'a été retirée. «Pire, des craintes de plus en plus sérieuses concernant l'accès à l'enseignement supérieur voient le jour» (p.4).

## Diviser pour économiser

Bucella décrit également la tactique du gouvernement de la Communauté française. Celle-ci «rappelle furieusement le "diviser pour mieux économiser". D'abord, le supérieur et l'université, puis le secondaire, enfin le primaire». Le tandem Onkelinx-Grafé doit réaliser 14 milliards d'économies sur son budget annuel d'ici 1999. Pour limiter une

fois pour toutes ses dépenses et rapprocher au maximum l'école des entreprises, il entend accorder une enveloppe fixe aux établissements fusionnés, tant dans le secondaire que dans le supérieur. Ceux-ci devront gérer ces moyens limités de manière autonome. Sous la pression de la lutte, le gouvernement francophone ne peut prendre toutes ces mesures d'un bloc. Il a déjà réalisé les fusions dans le supérieur et dans le secondaire. L'été dernier, il a bloqué l'encadrement dans le supérieur. Aujourd'hui, il le fait dans le secondaire. Le financement par enveloppes et l'autonomie de gestion sont reportés à l'été 96.

## Universités touchées

Quant aux universités, déjà autonomes, elles prendront garde de ne rien décider tant que le calme ne sera pas revenu sur le front de l'enseignement. Certaines mesures frappent cependant directement les campus : la limitation d'accès aux stages pour les étudiants en médecine (plan Colla), l'examen d'entrée dans les facs de médecine



Profs et élèves du secondaire sont passés à l'action dès vendredi dernier, comme ici à Bruxelles. C'est le moment d'unifier toutes les luttes de l'enseignement, contre la tactique du saucissonnage d'Onkelinx, Grafé et leurs collègues de Flandre.

en Flandre et les nouvelles discriminations frappant les étudiants étrangers (plan Vande Lanotte). Derrière ces plans se cache le projet d'une limitation d'accès généralisée à toutes les facultés.

La FEF est consciente de cette tactique du saucissonnage et des possibilités nouvelles offertes par la mobilisation dans le secondaire. Bucella indique aussi que le mouvement s'étend désormais à tout le pays. Pourquoi, dès lors, ne pas appeler les étudiants à rallier sans plus tarder le secondaire ? N'est-ce pas fléchir devant la

tactique de division que cherche à imposer le gouvernement ? Plutôt que de la constater, n'est-ce pas plus juste de la dénoncer pour mobiliser les étudiants ? D'ici le 28 février, le gouvernement fera tout pour briser le mouvement dans le secondaire. C'est maintenant qu'on peut faire sauter tous les décrets et imposer le refinancement. Plusieurs étudiants l'ont déjà compris. A Liège, Charleroi, Bruxelles et Mons, des écoles supérieures sont en grève depuis vendredi dernier. Suivons leur exemple en rejoignant cette semaine les manifestations et les grèves

du secondaire. Organisons des assemblées sans plus attendre. Profs et élèves du secondaire pourront y intervenir. Le MML déploiera tous ses efforts pour mettre ce plan en pratique et défendre la grève au finish. Tout étudiant conscient des possibilités nouvelles offertes par la lutte dans le secondaire peut commander notre tract et notre référendum. Des outils efficaces pour expliquer les mesures et leurs conséquences, démasquer les projets du gouvernement et avancer une alternative.

1. Note Marsupilami II, Ressort(ie) des Étudiants ?, 8 février 1996

## Cent milliards pour l'école, irréaliste ?

MML lance le référendum de l'enseignement

Filip Peers

«Quelques problèmes rencontrés dans mon école : classes de quarante étudiants avec seulement vingt chaises...» «Un prof pour cinq cents étudiants... c'est chouette... On n'entend rien, on ne voit pas ce qu'il écrit au tableau...» Voilà les premiers résultats du référendum de l'enseignement que le Mouvement marxiste-léniniste, (MML) a lancé. En cinq questions nous demandons l'opinion des étudiants sur l'alternative que l'organisation étudiante du PTB propage.

Je le diffuse dans le train lors des manifs. Je l'ai présenté ainsi à quelques étudiants de l'école normale de Gosselies, près de Charleroi. «Combien d'argent faut-il pour réaliser un enseignement de qualité, accessible à tous et où chercher cet argent ? C'est une des questions que beaucoup

de gens se posent sur le refinancement. Avec MML nous avons une réponse à cette question. Nous voulons connaître la vôtre. Voici cinq questions. Nous proposons de libérer chaque année cent milliards en plus pour l'enseignement.» «Irréaliste», me répond un des étudiants. J'ajoute : «En demandant cent milliards, nous voulons simplement revenir au niveau de 1981. La situation dans les écoles est très mauvaise : classes surpeuplées, prof surchargés, etc. Il faut refinancer. Et il y a de l'argent.

A la question suivante nous proposons l'alternative budgétaire du PTB : cinq cents milliards en augmentant les impôts pour les fortunés et les entreprises.» Cette proposition relance la discussion sur la fuite des capitaux. Quand le train arrive à Bruxelles, je reçois une vingtaine de référendums complétés, autant de discussions

sur notre programme...

La semaine passée, André a fait la même expérience à Liège, dans la cafétéria du campus, place du XX août.

## PTB, non merci ?

Il me raconte : «Je m'adresse à un groupe d'une dizaine d'étudiants qui boivent un verre. Je leur demande s'ils veulent remplir le référendum du MML sur l'enseignement. Tout de suite, l'un d'eux répond : "PTB, non merci". J'insiste en expliquant les buts du référendum : informer sur les mesures, demander l'avis des gens sur notre alternative, créer le débat dans le mouvement étudiant pour le souder autour d'objectifs précis et le remobiliser. Ils le remplissent. Très vite les questions furent : "Quel est le taux actuel de l'impôt sur les entreprises?", "Étudiants, médecins sont trop nombreux",

"Le partenariat avec les entreprises permet d'utiliser les infrastructures et offre une perspective d'emploi"... Ainsi on entame la discussion. J'explique : "Les entreprises ne paient plus que 20 % d'impôt; non, il n'y a pas trop de médecins, et si on veut un emploi il ne faudra pas compter sur le patronat qui licencie à tour de bras." Après la discussion, l'attitude change. Ils sont prêts à se mobiliser

car certaines de leurs questions ont obtenu une réponse. Finalement, celui qui avait déclaré "PTB, non merci" marque son accord avec tous les points de vue défendus dans le référendum. Étudiant en Histoire, il subit l'influence anti-communiste. Grâce au référendum nous avons discuté et il a compris que les positions défendues par MML n'avaient rien de stupide.»

Tu veux aussi participer à ce référendum ? Complète le bon :

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse complète : \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_

Ecole/université : \_\_\_\_\_ Section et année : \_\_\_\_\_

Envoyez-moi ...exemplaires du référendum de l'enseignement  
A renvoyer au MML, Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles, 02/513.77.60

# «Rendez le rouge aux rouges !»

Le député Noël Koussey du PC Béninois sur la campagne électorale de 1995

**Pascal Fantodji, premier secrétaire du Parti Communiste du Bénin (PCB) sera candidat aux élections présidentielles qui se dérouleront le 3 mars dans ce pays d'Afrique occidentale. A peine un an après les législatives, le parti se prépare pour une nouvelle campagne combative. Le député PCB Noël Koussey nous fait le récit des élections de 1995.**

Kris Merckx

Parmi les quatre-vingt trois députés de l'Assemblée nationale du Bénin, il n'y a qu'un représentant du PCB : Noël Koumba Koussey, élu le 28 mars 1995. Ce professeur d'histoire de 45 ans était déjà connu dans le pays avant cette date. Comme dirigeant étudiant il avait connu la clandestinité pendant huit ans, sous le régime pseudo-marxiste du colonel Kérékou (1972-1989). Dans cette période il est devenu le président clandestin du Front Démocratique Anti-impérialiste. Des dizaines de tracts signés par lui ont été diffusés illégalement à travers tout le pays. Le 25 juillet dernier nous avons interviewé le camarade Koussey.

**Le PCB a boycotté les élections législatives de 1990, mais y a participé en 1995. Pourquoi ?**

**N. Koussey.** En 1990, le mouvement populaire révolutionnaire qui a renversé le régime Kérékou était encore en pleine ascension. La Conférence nationale et les élections qui ont suivi avait précisément pour but de briser ce mouvement en créant des illusions sur la démocratie parlementaire, raison pour laquelle le PCB a boycotté ces élections et entamé une campagne de propagande au sein du peuple pour l'Insurrection Générale Armée. C'est l'enseignement de Lénine. Mais à partir de 1992, les mouvements de lutte ont connu une tendance à la baisse. Nous avons donc décidé de participer en 1995 et d'utiliser tant la campagne que les éventuels mandats comme leviers pour la relance d'un mouvement révolutionnaire afin de conquérir le pouvoir.

**Durant cette campagne de 1995, les militants du PCB ont réussi des miracles de travail organisationnel. Des centaines ont abandonné leur emploi pour se rendre dans les plus petits villages et faire de la propagande. (1) Mais**

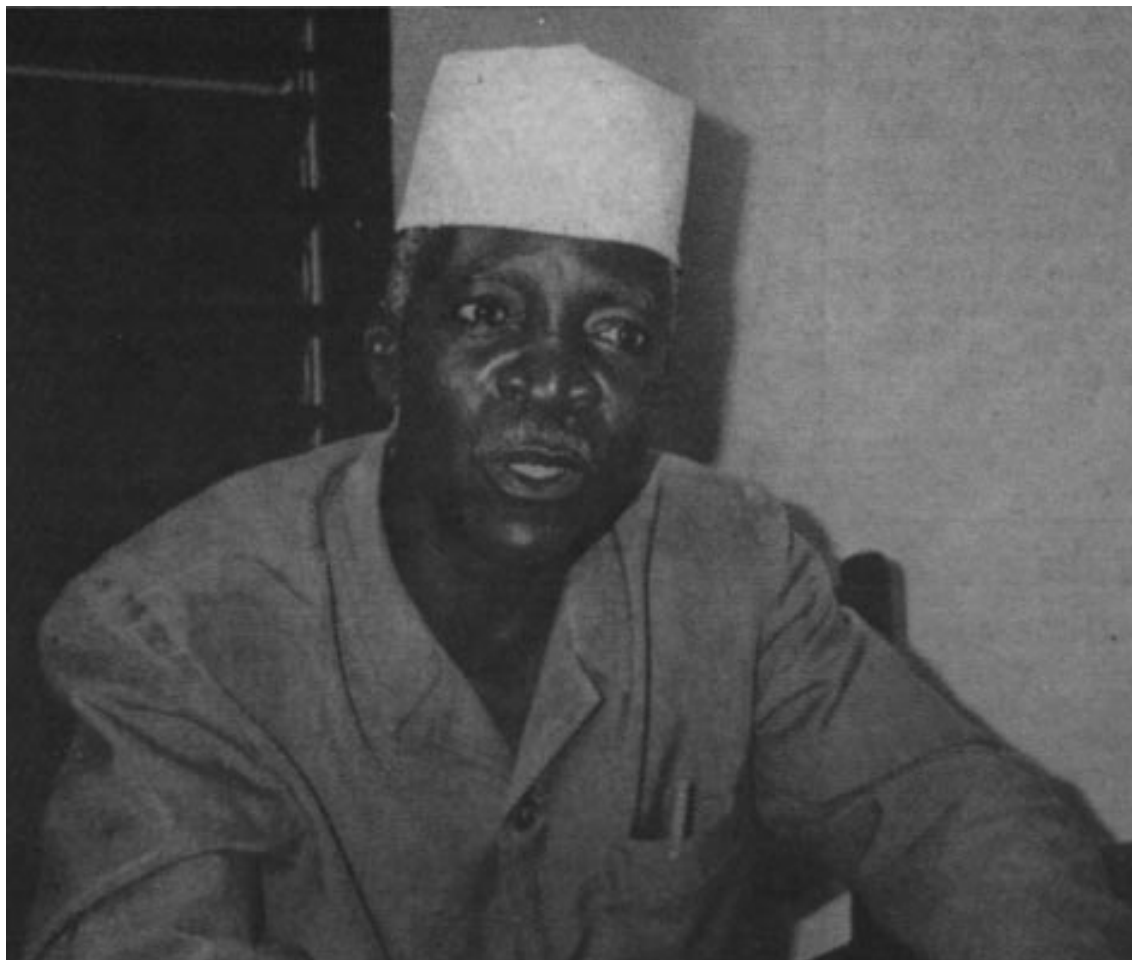
**vous avez également dû fournir un effort immense sur le plan financier.**

**N. Koussey.** Il y avait dix-huit arrondissements électoraux avec trois à neuf candidats effectifs et autant de suppléants. Chacun d'eux devait verser une somme de 50.000 F CFA. (2) Lorsque le candidat disposait d'un revenu, il payait lui-même la somme requise. Pour les autres - environ la moitié - le parti ou les comités électoraux sont intervenus. Au total cela a coûté 4.150.000 F CFA au parti. Chaque candidat devait en outre remettre cinq documents officiels : une procuration au représentant national du parti, une légalisation de la signature, un extrait de naissance, un certificat de nationalité, un certificat de domiciliation ainsi qu'un certificat de bonne vie et moeurs. Pour réunir toutes ces pièces, cela nous a coûté plus de quatre millions de F CFA, y compris les frais de déplacements et les pourboires versés aux fonctionnaires pour qu'ils remettent les documents à temps.

**Est-ce qu'on vous a encore boycottés pendant les élections proprement dites ?**

**N. Koussey.** Et comment ! Dans notre pays où 75 % de la population est analphabète, les gens votent en retirant d'un paquet de 31 bulletins - le nombre des partis participants - celui qui porte la couleur et le logo du parti. Le PCB a choisi un bulletin rouge vif avec son emblème : la houe, le marteau et l'étoile (voir l'illustration en bas). Or soudain, on trouvait difficilement du papier rouge. Pour pouvoir montrer des bulletins modèles dans les villages, nous avons même dû acheter des fardes rouges que nous avons découpées en morceaux.

Une semaine avant les élections, les ouvriers de l'imprimerie chargés de l'impression des bulletins de vote, nous avertissaient : "Ils emploient du papier rose et pas



Le député Noël Koussey du Parti Communiste du Bénin est un militant révolutionnaire convaincu. En juillet 1995 il a parlé pendant deux heures avec une délégation du Parti du Travail de Belgique (photo).

rouge pour les bulletins du PCB. Ils prétendent qu'ils ne trouvent plus de papier rouge." Le parti a immédiatement lancé la lutte contre les bulletins roses. Dans divers villages des centaines de paysans ont manifesté. Ils menaçaient de boycotter les élections et de mettre le feu aux bureaux de vote. Une révolte risquait d'éclater. Le parti avait prévu la possibilité d'une telle "inflexion" révolutionnaire et s'y était préparé. Au début de la campagne, nous avions par exemple organisé un colloque sur «le rôle de la violence révolutionnaire» et organisé des brigades pour assurer un déroulement "civilisé" des élections. Nos adversaires ont pris peur. Après que notre premier secrétaire Pascale Fantodji ait adressé un ultimatum à la CENA (Commission Electorale nationale autonome), le journal Le Matin, porte-parole de l'impérialisme français, titrait : "Rendez le rouge aux rouges". Le CENA a ensuite lancé un appel public : «Sauvez les élections. Qui peut procurer du papier rouge ?» Un imprimeur a alors proposé de teindre du papier en rouge.

**Quel résultat le PCB a-t-il obtenu ?**

**N. Koussey.** Le soir des élections, la télévision avait d'abord annoncé que nous avions cinq élus. Au cours de la soirée, ce nombre a diminué d'heure en heure. Finalement nous n'avons obtenu que deux élus, moi-même dans la province Atacora dans le nord et un autre camarade dans la capitale économique Cotonou. Pendant le décompte des votes on a fraudé à grande échelle. A Cotonou, de nouvelles élections ont été organisées en mai et le PCB a perdu son deuxième siège. Nos électeurs étaient déboussolés par la campagne d'intoxication à propos de l'accord antifasciste que le PCB

avait conclu avec le président Soglo. (3) Nos adversaires prétendaient que le PCB était devenu «une biche rouge qui va à la rivière» (au gouvernement, pour y profiter comme les autres partis, ndlr.)

**Achat des consciences avec des plaques de tôle**

**Avant les élections, certains observateurs prédisaient sur base de votre campagne dynamique que le PCB obtiendrait jusqu'à 25 députés. Finalement, il n'y en a eu "que" deux. Pourquoi ?**

**N. Koussey.** C'est dû à l'achat des consciences, surtout dans les dernières semaines de la campagne. Lorsque nos concurrents ont vu notre influence, ils ont commencé à distribuer de l'argent. Parfois 1.000 à 2.000 F CFA par personne. C'est beaucoup d'argent pour les pauvres de notre pays. Et ils offraient aux chefs de village des paquets de plaques de tôle pour remplacer les toits en paille des cases. Lors de ces dons, des féticheurs donnaient parfois une potion à boire aux bénéficiaires en les avertissant : «Si vous ne votez pas pour le parti X, vous mourrez». Parfois on donnait 100 F CFA à des enfants pour qu'ils aillent jouer dans le sable sur la route près du bureau de vote. Ils devaient montrer un bulletin aux paysans qui passaient et leur dire : "Vous devez voter pour ce parti". L'impérialisme français a offert des milliards de F CFA à ses laquais, entre autre via le groupe pétrolier Elf-Aquitaine.

**Comment le PCB a-t-il réagi à cette corruption ?**

**N. Koussey.** Lorsque nous arrivions dans un village, les gens disaient : "Les autres nous ont

donné de l'argent, des tôles ondulées, et vous que nous donnez-vous ?" Nous leur répondions : "Rien que notre programme et notre soutien dans votre lutte. Mais dites-nous : combien vous ont-ils donné ?" "500.000 F CFA", nous répondaient les paysans. Et nous : «Et combien payiez-vous de taxes civiques avant ? Calculez ça pour tout le village.» Les paysans : «Bien 5 millions de F CFA». Et nous : «En fait nous vous avons donc déjà donné 10 fois plus.» Chacun reconnaît notamment que c'est grâce à la lutte révolutionnaire sous la direction du PCB et de ses Unions Paysannes que cet impôt de capitation a été supprimé début 1994. Cette taxe (2000 F CFA par personne) datait de l'époque coloniale et était particulièrement haïe par la population.

**Le parlement bourgeois est souvent une redoutable machine de récupération. Tu n'as pas peur ?**

**N. Koussey.** Notre parti a pris des mesures contre ce danger. Nous disons au peuple : "Vous devez poursuivre et durcir votre lutte. Le changement ne viendra pas de notre député. Il peut seulement servir d'appui dans votre combat pour la conquête du pouvoir." Je touche à présent un salaire de 400.000 F CFA (24.000 BF) par mois plus 3.500 F CFA par journée de session parlementaire. Le parti décide de la destination de cet argent. Il a aussi le droit de révoquer comme député. Notre ligne politique reste insurrectionnelle (dirigée vers la préparation de l'Insurrection Générale Armée, ndlr.).

1. Voir Solidaire n° 34/95, p. 16. 2. Soit 3.000 FB. 100 francs CFA = 1 franc français = 6 FB. Un salaire ouvrier au Bénin ne dépasse pas les 2.000 FB. 3. Voir Solidaire n° 40/95, p. 14.



Le fameux bulletin de vote du PCB. Quand on a voulu l'imprimer en rose, un soulèvement populaire a failli éclater.

Envoyez vos lettres à Solidaire  
Bd. M.Lemonnier 171  
1000 Bruxelles.  
La rédaction se réserve le droit  
d'abréger les lettres.

## Se crever aux docks

J'ai 28 ans. Il y a deux ans, j'ai eu un grave accident de travail en travaillant pour la firme Seaport du patron portuaire Fernand Huts. Une tôle d'acier m'est tombée sur le pied gauche. J'ai perdu tous mes orteils. Après une année d'incapacité de travail, on m'a renvoyé au travail. J'ai fait une demande pour un travail adapté. Jusqu'à présent on ne m'a rien accordé. J'ai beaucoup de mal à maintenir mon équilibre, alors que le travail d'un docker est très lourd. J'ai fait les essais pour être chauffeur. J'ai réussi tous les examens, sauf l'examen psychologique. Chaque soir, je suis exténué. Et je ne suis pas le seul. De nombreux dockers sont dans la même situation. Ce n'est pas étonnant. Chaque année, il y a 2.500 accidents de travail avec incapacité de travail temporaire ou définitive dans le port anversois. La plupart des accidents sont la conséquence du rythme infernal, du manque de personnel, des doubles poses. La revendication des 33 heures avec embauches compensatoires et sans flexibilité accrue vaut certainement aussi pour nous.

**Un docker  
Anvers**

## Carnage social en Flandre occidentale

BN, Philips, Siemens, Genencor, Carcokes... toutes ces firmes occupaient autrefois beaucoup de travailleurs. Aujourd'hui, après avoir reçu pendant des années des cadeaux de nos gouvernements, elle procèdent à des licenciements massifs. Prenez l'exem-

ple de Genencor : cette firme occupait 280 personnes début 1996. Ses effectifs ont été ramenés à 126, ce qui représente 154 licenciements. OK, il y a parmi eux des prépensionnés, mais ce sont des postes de travail qui disparaissent. A Genencor, on a appliqué la tactique des négociations, qui ont entraîné un règlement raisonnable du dégraissage. Mais la question reste : ne pouvait-on pas obtenir davantage par des actions ? On laisse passer de plus en plus les dégraissages. Tous ces postes de travail perdus mettent en péril l'avenir de notre jeunesse et cela à cause de la chasse au profit de ces messieurs les actionnaires.

**Un ouvrier de Genencor  
Bruges**

## Financement par enveloppes: des élèves peignent les plafonds

J'ai récemment visité pour des raisons professionnelles une école de la Communauté (anciennement de l'Etat). Les bâtiments étaient relativement anciens. Auparavant, les frais d'entretien, normalement plus élevés pour des bâtiments anciens, étaient couverts par un fonds commun. Mais depuis quelques années, les écoles reçoivent un financement par enveloppe et doivent supporter elles-mêmes les coûts de l'entretien. Les conséquences s'imaginent aisément. La direction se plaint que l'enveloppe est totalement insuffisante. Dans une aile de l'école, des élèves de la section technique repeignent les plafonds. Dans une autre aile, un homme répare les boiseries d'un local. «Heureusement, des parents d'élèves nous donnent un coup de main, me dit le directeur. Car l'enveloppe ne me permet pas d'engager des entrepreneurs.» Les gouvernants belges savent très bien que la limite des restrictions est atteinte. C'est la raison pour laquelle ils déclarent dans

l'audit de l'ARGO (le conseil autonome de l'enseignement communautaire flamand) que les écoles doivent chercher des sponsors privés... Imaginez-vous les élèves portant un T-shirt de Bekaert et une casquette de la Kredietbank ? Sans parler du contenu et de la qualité de cet enseignement sponsorisé !

**F. Van Doorslaer  
Saint-Trond**

## Mes enfants sont en prison

Une de mes patientes ne cesse d'être malade. L'origine de ses maladies répétées était difficile à décoder. Mais lorsqu'elle m'a raconté ses problèmes, j'ai compris : je ne pourrai pas l'aider à coup de médicaments. Elle est malade de chagrin à cause du racisme et de l'arbitraire dont ses enfants sont victimes. Une amie a consigné son témoignage, que voici. «Je m'appelle Fatima et j'ai un problème, car mes enfants sont en prison. H. est à Turnhout depuis deux ans et J. à Merksplas depuis plus de quatre ans. Chaque fois, la détention est prolongée de six mois. Un jour, ils ont enfermé H. dans une cellule surchauffée. On l'a laissé dans la chaleur, il est alors devenu nerveux et il a cassé l'appareil de chauffage, que j'ai dû rembourser par la suite. Ils ont frappé H. Les gardiens lui ont injecté un calmant. Lorsque je lui ai rendu visite, il était pâle comme un cadavre et il ne pouvait me parler. A chaque fois qu'il se réveille, on le calme avec une autre piqûre. Tous les mois, avant de passer devant la commission, les gardiens rendent les prisonniers agressifs : ils les insultent, les harcèlent. Un jour, H. avait demandé des cigarettes, mais ne les avait pas reçues. J'ai demandé pourquoi au gardien. Il m'a répondu que son collègue, à qui H. avait demandé les cigarettes, était en vacances ! Ils m'ont assuré que H. aurait ses cigarettes. Lors de ma visite suivante, j'ai retrouvé H. au cachot. Il était devenu agressif parce qu'on ne

lui avait pas donné ses cigarettes. Comme punition, on l'a mis au cachot pendant un mois et demi. J. est né en Belgique. H. avait 5 mois quand je l'ai amené ici. Toute leur jeunesse s'est déroulée en Belgique. Ils sont plus belges que marocains, mais ne touchent pas de chômage. Leur père gagne 35.000 F. Je n'ai aucun revenu. Le loyer s'élève à 14.000 F. J'ai même reçu de l'argent qu'on m'a fait parvenir du Maroc pour payer un avocat. Leur grand-mère est morte depuis un an. J'ai supplié l'avocat pour que les enfants puissent aller voir leur grand-mère, qui souffrait d'un cancer du sein, mais elle est morte à l'hôpital sans revoir ses petits-fils...» Pourquoi des jeunes, et surtout des jeunes immigrés, sont-ils enfermés pour des péccadilles ? Pourquoi leur avenir est-il ainsi compromis ? On ne leur accorde pas de deuxième chance. Cette société qui ne peut pas offrir aux jeunes un avenir digne n'a plus elle-même le droit d'exister.

**Eric Hufkens  
Médecine pour le Peuple,  
Deurne**

## Vivement le rouge !

La France a été secouée par un mouvement socio-politique d'une ampleur sans précédent depuis 1968, durant les mois de novembre et décembre 1995. Et c'est à ce moment que l'ensemble du pays s'est réveillé un bon matin, les supports publicitaires des arrêts de bus couverts d'affiches photographiques, pour démontrer politiquement et idéologiquement le mouvement. Dans l'une, on voit Mao Zedong et dans l'autre le grand Lénine en train d'être déboulonné. Les deux photographies accompagnent une publicité de la FNAC (fondée par les trotskistes en 1954). Sur l'une : «Les prix verts (une autre façon de s'enrichir). Pourquoi verts ? Parce que le rouge a fait son temps.» Sur l'autre : «A Tchao le rouge, voici les prix

verts». Ces écrivains seraient-ils devenus daltoniens ? Ne voient-ils pas que le vert n'est pas réellement vert, mais noir et d'un noir très, très sombre ? La classe ouvrière, les salariés en général et les classes moyennes du nord, du sud, de l'est, de l'ouest, ont fait l'amère expérience dans leur propre chair du cataclysme survenu il y a six ans. En déboulonnant les statues de Lénine et d'autres grands révolutionnaires, en démodant ou plutôt en tentant de démoder le rouge, le cyclone contre-révolutionnaire balaie tout sur son passage : salaires, statuts des personnels, code du travail, Sécurité sociale, services publics... Tout est mis à plat, par terre, par l'économie de marché, par l'ultra-libéralisme. Il est grand temps de stopper cette folie meurtrière et la classe ouvrière, son avant-garde, doit stopper là cette dérive vers la barbarie. L'alternative réside dans le socialisme et c'est à cette seule condition que de nouveaux droits sociaux, politiques et autres pourront (re)naître pour qu'enfin tous les hommes et les femmes de cette planète mènent une vie d'êtres humains. A Tchao le noir ! Vivement le rouge ! Pourquoi rouge ? Parce que le noir, le blanc, le rose ne sont plus de notre temps !

**J.-L. S.  
Villeneuve d'Ascq, France**



## PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

**Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.**

**Contre qui le PTB se bat-il ?** Le PTB combat le grand capital : banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

**Que veut le PTB ?** Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes : leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

**Le tiers monde.** Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

**L'impérialisme c'est la guerre.** La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich : elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du «droit d'ingérence». En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

**L'expérience historique du socialisme.** Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international : la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine ; la construction du socialisme sous la direction de

Staline ; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée ; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

**Le mouvement communiste.** Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

**Fonds de soutien.**  
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

## Adresses de contact

**Secrétariat national.** Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelsstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent1 (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (041)64 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Chaussée des Prés 19, 4020 Liège (041)43 97 00 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Louvain (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (041)37 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (091)44 92 44

## solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles  
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : [solidaire@gn.apc.org](mailto:solidaire@gn.apc.org)

**Rédacteur en chef:** Kris Merckx

**Editeur responsable:** Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
<b>Belgique:</b>	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
<b>Europe:</b>	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
<b>Autres:</b>	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

\* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

## Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à  
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

Nom et prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Code postal: \_\_\_\_\_ Commune: \_\_\_\_\_

Age: \_\_\_\_\_ Entreprise/Ecole: \_\_\_\_\_

- Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.  
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

# Maintenir une sidérurgie intégrée à Clabecq

FGTB et CSC déterminés à défendre le maintien de l'outil aux Forges

**«Je suis mandaté pour maintenir une usine intégrée», déclare Roberto D'Orazio, président de la délégation FGTB des Forges (1). Même position côté CSC. Pour la Région wallonne, au contraire, l'objectif est de démanteler l'usine, au nom d'une reconversion illusoire.**

Marco Van Hees

Les projets de restructuration aux Forges de Clabecq concernent la destruction d'une partie de l'usine ou de la totalité. Ou la phase à chaud (haut fourneau et aciérie) est maintenue et le laminoir fermé. Ou alors c'est l'inverse. Ou encore l'usine est complètement fermée. Mais les travailleurs savent que, si une partie de l'installation est arrêtée, c'est l'ensemble qui est menacé. «Si on enlève le haut fourneau, ce sera comme un cancer : le reste suivra». En sidérurgie, le maintien de l'outil est un enjeu essentiel. Parce que maintenir l'outil est indispensable pour garantir l'emploi. De plus, en termes de rapports de forces, nos outils, ce sont nos citadelles. Une fois l'outil démantelé, une fois les travailleurs mis au chômage, le patronat retire toutes les promesses qu'il a pu donner en matière de reconversion.

«On attend toujours la reconversion de Fabelta Tubize», a rappelé Manu Fernandez, délégué principal CSC aux Forges, lors du meeting après la manifestation du 3 février (2).

Toutes les restructurations aux Forges depuis 1975 ont consisté à supprimer un à un les outils (train à fil, usine à oxygène, fonderie, cokerie, etc.). Résultat : l'emploi est passé de 6.000 en 1975 à 2.200 aujourd'hui.

Il n'y a d'ailleurs pas qu'aux Forges que le problème de l'outil se pose. Aux Usines Gustave Boël, la grève de 1993/94 contre la suppression de 1.000 emplois a perdu son souffle lors de l'abandon du four à coke et de l'agglomération. Aujourd'hui, c'est le sort du haut fourneau qui est en question. A Cockerill Sambre, l'usine Carcoke du Tertre est visée.

Tous les sidérurgistes sont donc amenés à défendre leurs outils pour garder leur emploi. Cette situation devrait les pousser à s'unir contre les patrons et non à se diviser.

## La Région wallonne veut "désintégrer" les Forges

En 1992, la grève menée par les travailleurs de Clabecq avait empêché l'application du plan Dessy, qui voulait supprimer la phase à chaud pour ne maintenir que le laminoir. Aujourd'hui la Région wallonne, qui a remplacé l'actionnaire privé Dessy à la tête de l'usine, ressort ce projet.

«Nous exigeons le maintien d'une usine intégrée ont clamé les syndicats. Ils n'ont pas été entendus», commente la presse (3). En effet, aussi bien les conclusions de l'audit commandé par la Région wallonne que la recherche de synergie menée par cette même Région wallonne, confirment la volonté d'amputer l'usine.

Selon l'audit, «aucun (patron) sidérurgiste, wallon ou étranger, n'est prêt aujourd'hui à aider Clabecq sans changements majeurs préalables» (4), c'est-à-dire sans liquider soit le laminoir, soit le haut fourneau et l'aciérie. Et le président de l'Exécutif wallon, Robert Collignon (PS), ajoute : «il faut que cette solution soit viable. Il ne faut pas faire du sauvetage pour le sauvetage» (5). Viable pour lui, cela signifie rentable pour un repreneur privé (avec fermeture de la moitié de l'usine au moins). Viable pour lui, ce n'est pas sauver les 2.143 emplois des Forges.

Afin de restructurer les Forges en vue de les rendre attractives pour un capitaliste privé, la Région



La manifestation du 3 février dernier à Tubize a rassemblé près de 10.000 personnes. Les bulldozers, ici devant l'usine, ont été nettoyés des heures durant pour pouvoir montrer leurs dents.

wallonne n'a pas placé n'importe qui. En 1981, Froidmont, ancien militant de gauche dans le PS, proche de la FGTB, est engagé par Spitaels.

## Froidmont : 15 ans de destruction de la sidérurgie

Il étudie puis gère les secteurs nationaux, auxquels appartient alors la sidérurgie. Après la régionalisation de ces secteurs en 1987, il continue de s'occuper de l'acier et devient vice-président de la SWS (Société wallonne pour la sidérurgie). Pour rappel, en 1980, la sidérurgie wallonne comptait encore 37.695 emplois; aujourd'hui, il en reste à peine 16.000 ! Une belle performance ! Durant la même période, l'emploi à Cockerill Sambre passe de 25.000 à 10.000 postes. Et maintenant que, grâce à cette destruction d'emplois, la firme est susceptible d'intéresser à nouveau les capitalistes, Froidmont fait de sa privatisation un cheval de bataille : «quand on parle de consolidation stratégique pour Belgacom, peut-on faire l'économie d'une réflexion sur la principale industrie wallonne» (6), c'est-à-dire Cockerill Sambre.

Il est clair que cette éminence du PS, qui a participé à la liquidation de la sidérurgie, a reçu pour mission de démanteler les Forges. Froidmont était d'ailleurs déjà intervenu comme «médiateur» à Clabecq en 1992, lorsque Spitaels parvient finalement à imposer une baisse salariale de 10% au personnel de l'usine.

En nommant le «socialiste» Froidmont à la tête des Forges, la Région wallonne (et le PS) montre clairement pour qui elle travaille.

Elle sert les intérêts des capitalistes. Ou bien elle parvient à restructurer les Forges en liquidant une partie de l'outil et offre cette firme parfaitement rentable en cadeau à un repreneur privé. Ou bien - et c'est la stratégie la plus probable - elle ferme l'usine et alloue ses fonds à d'autres capitalistes. La suppression des Forges permet alors aux autres patrons de recevoir une aide plus importante dans leur lutte contre les firmes étrangères.

## Défendre l'emploi et l'outil : un principe

C'est pour cela que défendre l'emploi et l'outil à tout prix est essentiel. C'est une question de principe. Elle ne peut pas être subordonnée à la rentabilité de l'entreprise, ni aux investissements prévus par le patron. Ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise capitaliste. Ils ne sont pas responsables et ils doivent vivre. Un emploi, un salaire décent et des conditions de travail meilleures leur sont donc indispensables. En défendant l'emploi et l'outil à tout prix, on se place sur le terrain de l'intérêt des travailleurs.

La rentabilité de la firme, tout comme les investissements, est un problème du patron. C'est ce qui lui permet de s'enrichir et d'exploiter le travail ouvrier. En mettant

cela comme condition pour la sauvegarde des emplois, on glisse vers le terrain des intérêts des capitalistes. Avec, comme conséquence, l'élimination des postes qui ne rapportent pas assez aux patrons.

«Pour l'instant, je cherche du temps», déclare Froidmont (7). Le temps, espère-t-il, d'épuiser la combativité des travailleurs par de vaines promesses et des manœuvres. Mais toutes ces manœuvres témoignent de la peur des grands patrons. L'Echo, un de leurs journaux favoris, écrivait d'ailleurs à la veille de la manifestation remarquable de 10.000 personnes à Tubize : «L'un des grands torts de la firme d'audit n'est-il pas d'avoir écrit, noir sur blanc, un certain nombre de choses que dans le contexte social actuel, particulièrement difficile à gérer, il eût mieux valu dissimuler ou présenter autrement ?» (8) La meilleure réponse à ces manœuvres est de préparer, dès maintenant, une lutte de longue haleine pour le maintien de l'outil et des emplois... Dans la tradition de luttes des Forges de Clabecq !

1. Le Soir, 9 février 1996. 2. La Libre Belgique, 26 janvier 1996. 3. La Libre Belgique, 26 janvier 1996. 4. L'Echo, 2 février 1996. 5. La Libre Belgique, 26 janvier 1996. 6. La Libre Belgique, 3 février 1996. 7. La Libre Belgique, 3 février 1996. 8. L'Echo, 3-5 février 1996.

## Prolétaires de tous les bassins, unissez-vous !

La Région wallonne essaie de diviser les sidérurgistes pour mieux leur faire accepter les différents plans de restructuration.

Ainsi, elle propose notamment pour Clabecq un plan de synergie avec Cockerill Sambre et surtout avec les «indépendants», c'est-à-dire Boël. On parle entre autres de transférer la production de fonte à Cla-

becq. De cette manière, Boël ferme son haut fourneau et les Forges son laminoir.

Contre cette provocation, il faut une attitude ferme d'unité de tous les sidérurgistes. Travailleurs de Sidmar, de Cockerill Sambre, de Boël-Fafer, envoyez des délégations de solidarité avec la lutte pour le maintien des Forges. Leur lutte est la vôtre.

## Rencontre pour l'emploi

Roberto D'Orazio, président de la délégation FGTB des Forges de Clabecq, sera présent à la journée organisée par l'Institut d'études marxistes à Charleroi

le samedi 24 février. Il prendra la parole au meeting central.

Pour le programme plus complet, voir p.7 de ce journal.